

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 178
JUN 94

20 F

Alternatives :

L'INESTENE

Superphénix :

APRES LA
MARCHE

Environnement :

LES
IMPORTATIONS
DE DECHETS
EN FRANCE

Jeunes, CIP, etc... :

SOUS LE MAC-DO,
LA GALERE



COMMENT DEMILITARISER ?



ANNONCES

EMPLOIS - OFFRES

• L'association *Petit arbre*, La Blavadié, 15200 Le Vigeon, lieu d'accueil (9 enfants et adolescents) située à 5 km de Mauriac, cherche une personne motivée et dynamique ayant une expérience des jeunes (éducatrice-teur de formation ou non), possédant le permis, pour aider le couple de permanents et pour des remplacements (temps partiel,

horaires irréguliers). Logement sur place. Possible statut à étudier.

EMPLOIS - DEMANDES

• J.F. 37 ans, g. expérience enfts., esprit vie et action Silence, prop. service : scolarité + aide fami. à fami. ou H, avec enfts. vivant camp. (chevaux) p. juil. ou août contre logement + p. salaire. Tél. 92 10 90 71 (soir et matin).

Sommaire

Démilitarisation

- **Résistance**
de René Crusepage 4
- **Citoyens pour la paix**
de Xavier Guigue.....page 8
- **La conscription, une institution en retard d'une guerre**
de Patrice Bouveret.....page 10
- **Le service civil, avenir du service national**
de François Brocquet.....page 12
- **L'impossible reconversion de l'industrie d'armement**
de Jacques Muller.....page 15

Paixpage 17

L'INESTENE, institut sur l'énergie

de Michel Bernard.....page 18

Energies.....page 22

Nucléaire.....page 23

Superphénix : après la marche

de Michel Bernard.....page 24

Alternatives.....page 27

Les importations de déchets en France

de Francis Vergier.....page 28

Environnement.....page 30

Politique.....page 31

Sous le mac-do, la galère

de Michèle Dussault-Delorme.....page 32

Société.....page 34

Santé.....page 35

Nord-Sud.....page 35

Livres.....page 36

Courrier.....page 38

• Cuisinière végétarienne, cuisine équilibrée expérimentée en restaurants, centres divers, cherche emploi stable ou vacances. Etudie tous projets, départements indifférents. Tél. 79 72 79 28 (répondeur).

• Maquettiste PAO, secrétaire d'édition bilingue, cherche poste de presse ou édition. Diplômé Fluency (Londres) et Proficiency (Cambridge). Bonne culture générale. Embauchable avec 50 000 F primes d'état et exonération définitives charges URSSAF. Daniel Guyot, 1 rue Champalbert, 07200 Aubenas, tél : 75 35 35 46.

OBJECTEURS

• Le *CRIDEV* (Centre de documentation tiers-monde) recherche deux objecteurs de conscience en service civil à partir du 15 juillet 1994. Compétences souhaitées : intérêt pour le tiers-monde et l'actualité internationale ; capacités relationnelles et qualités d'animateur ; esprit d'initiative et autonomie dans le travail. Pour toute candidature, envoyer une lettre de motivation argumentée et un CV au CRIDEV, 41 avenue Janvier, 35000 Rennes. Tél. 99 30 27 20.

• *Terre des Hommes France*, association de solidarité internationale, cherche un objecteur pour la délégation de la Haute-Garonne (poste à Toulouse). Expérience dans le milieu associatif, pratique de l'espagnol, capacité d'autonomie requise.

Envoyer CV et lettre de motivation à A. Materné, 5 allée Juliette-Drouet, 31320 Castanet-Tolosan.

• Le collectif *Saône vivante — Douds vivant* cherche un objecteur. Fonction : aide à la coordination entre les associations de protection de la nature, niveau bac + 2 à 4 souhaité. Poste basé sur Lyon avec déplacements. Tél. 78 44 80 20.

• *La Garance voyageuse*, revue du monde végétal, recherche un objecteur de conscience. Profil de poste : secrétariat de rédaction, maquette PAO de la revue ; animation interne de l'association, réalisation d'un bulletin de liaison ; tenue de stands sur les salons ; en fonction des centres d'intérêts personnels, animations pédagogiques, organisation de stages... Qualités requises : connaissances de base en informatique (formation PAO assurée), goût du travail en équipe, sens de la communication, sens de la responsabilité et de l'initiative et, de préférence, intérêt pour la botanique. Lieu : Saint-Germain de Claberte (Lozère). Adresser lettre de candidature et CV à *La Garance voyageuse*. M. le président, 48370 Saint-Germain de Claberte. Tél. 66 45 94 10.

• L'AJENA, association jurasienne pour les énergies alternatives, cherche un

objecteur pour un poste de communication et/ou technique. Pour le premier profil, il aura à mener des actions de communications (foires, réunions, exposition...), de la documentation, des animations et de la formation, la gestion du journal de l'association, la rédaction de documents. Pour le deuxième profil, il aura soit une formation en thermique générale, solaire et bois-énergie, soit une formation forestière. Forte motivation souhaitée. Ecrire à : AJENA, 195 route de Besançon, 39000 Lons-le-Saulnier, tél : 84 24 76 60.

RECHERCHES

• Cherche communauté en agriculture biologique et ayant des animaux. Ecrire à Martial Lorich, 9 rue Paul Diacre, 57000 Metz.

• Qui serait intéressé par équipe familiale à connaissances et pratiques multiples ? Bricolage en tous genres, mécanique, soudure, maçonnerie, construction en terre, énergies douces, cultures vivrières biologiques, exploitation forestière, petits élevages biologiques, gestion, comptabilité, informatique... Tout ce qui peut amener à une autarcie vivrière et une mise en œuvre la moins chère. Cette demande est valable pour la mise en place de projets en France et/ou à l'étranger.

DIVERS

• Vends (état neuf) 2 panneaux solaires 22 W, valeur 1 500 F. Vendu 1000 F. Tél. 24 35 16 81.

Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

UN TOIT POUR L'ÉCOLOGIE

Depuis le mois de février, la souscription se poursuit au ralenti dans l'attente d'une redéfinition du projet... L'Assemblée générale de l'association Silence, début juin, devrait répondre à cela.

Nous avons néanmoins reçu les dons suivants : Payen (Nord) 200 F, Terrillon (Loire-Atlantique) 50 F, Bertrand (Alpes de Haute-Provence) 500 F, Bourg (Val d'Oise) 150 F, De blic (Ardèche) 500 F.

Total : 1400 F.

Total cumulé (14 mois) : 89 838 F.

- 136 Essais nucléaires, Campagnes bouteilles, Aliments irradiés, Étain, Ecologie et pauvreté, Coffre-fort au delta-plane... 14F
- 139 Climat, Migrants de l'environnement, La forêt avance, Guerre du Golfe, Le manganèse, Déchets, Énergie et électroménager, Ciseurs solaires, Co-évolution... 14F
- 141 Tchernobyl : la désinformation, Le choix des normes, Campagne emballages, Métaux : fer et cancer, Golfe et femmes de parler, Femmes et IVG, Chantier nature... 14F
- 142 Jeunes en difficulté : les lieux de vie, Placements éthiques, Bangladesh, Vert Tige, Campagne bouteilles, Golfe et pacifistes allemands, Paix : le poids stoniste, L'affaire Brière... 14F
- 146 Les Verts, Maison de vigilance de Taverny, Traité Start, Larzac, Délinquance des immigrés, Rhin-Rhône, Vallée d'Aspe, Santé : Semaine de 4 jours, Eoliennes, Oreades... 18F
- 150 Nucléaire : seuil d'exemption ? L'invasion des déchets, Karl Morgan, Forbach, Yougoslavie, Aérosols, Vallée d'Aspe, Sexe et politique, Paris-Le Cap, Tibet, L'écologie, nouvelle idéologie ?... 18F
- 154 Amiante, Vallée d'Aspe, Arsenic en Ardèche, Lignes à haute tension, Malville, Squatts, Agir ici, Assises de l'écologie, Essais nucléaires, Femmes et travail... 18F
- 157 Non à l'écologie libérale, Maastricht, Plutonium connection, L'essenheim, Civaux, Malville, Vercors : électrification solaire, Quelle aide au développement, Essais nucléaires, Appel de Heidelberg... 18F
- 158 Extrême-droite et écologie, le Green Belt Movement, Télé et violence, Yougoslavie, Japon et plutonium, Métaux : Nickel et chrome, plastiques : arnaque, Label environnement, Boycott Nike, boycott Nestlé, La "pensée sauvage"... 18F
- 159 Tabac : la loi Evin, Ecopolo, Chômage, Effet de serre : moratoire sur les essais, Yougoslavie, Japon : plutonium, Maastricht : l'élite et la populace, après la clarification... 18F
- 160 Énergies : que choisir ? Le scénario "Détente", Tchernobyl, Nord-Sud et tabac, Rigoberta Menchu, Boycott Nestlé, Métaux : cobalt et cuivre, Femmes et politique, Réponses à l'appel de Heidelberg... 18F
- 162 La prison autrement, Vallée d'Aspe, Forêts tropicales menacées, Indonésie : le développement destructeur, Yougoslavie : le temps des va-t-en-guerre, Malville, l'argent et le pouvoir comme drogues, l'utopie verte... 20F
- 163 L'Alliance contre le GATT, désertification et école, marées noires, centrales nucléaires à l'Est, Ferry : une écologie très subjective... 20F
- 164 La décroissance, bioéconomie et biosphère, Narnada, Malville, Bio-carburants, Tchernobyl, seuil d'exemption, Economiser l'électricité... 20F
- 165 Yougoslavie, les semences de la famine, GATT, Plantes comestibles sauvages, politique : la proie pour l'ombre, Génération eseroquerie, Superphénix... 20F
- 166 Moruroo : comment s'arrêter, Yougoslavie, Tomsk, Malville, Vallée d'Aspe, Bavures, la Banque Mondiale et les citoyens, Nouveaux écologistes, Ecotopia, Banques alternatives, Eoliennes en Espagne, Croissance durable ou limitée... 20F
- 167-168 Transports solidaires, Ferroutage, Voyage d'un yaourt aux fraises, transports clandestins, Vallée d'Aspe, Emballages : l'arnaque du Point Vert, les semences de la famine (2), Max Havelaar, Jeux à l'arsenic, les Jardins de Cocagne, l'Écologie ou la mort !... 32F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité, Vêtements toxiques, Vallée d'Aspe, Ambiance bois, Reconversion des usines d'armement, Malville, Semences de la famine, Verts et GE : marée basse... 20F
- 170 Racisme et environnement, Vallée d'Aspe, La paix au fil de l'eau, chavne, télévision et violence, Petits déjeuners solidaires, Le Bio-Lopin, l'AlEA, Énergie solaire et barrages, l'emprise des logiques sociales... 20F
- 171 Pollutions électromagnétiques, Phébus, Superphénix : débarrachez-le !, Inondations : pour un aménagement doux, Rue des chambres à gaz, Le travail a-t-il un avenir sur terre ? Les conditions de changement du système planétaire... 20F
- 172 Après Rio : un monde à venir, Feuille d'érable, Palestine-Israël, La dérive technologiste, Esperanto, Superphénix, Inondations... 20F
- 173 Mir Sada, ingérence méfiance, Déchets toxiques suisses, Développement, environnement et aide étrangère, Superphénix, Vallée d'Aspe... 20F
- 174 Vallée d'Aspe : l'alternative ferroviaire, Arsenic, Barrages et nucléaire, Entre réduction et ouverture (1)... 20F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Eoliennes au Danemark, à Dunkerque, le potentiel éolien en France, Atout Vent, Co-voiturage, Entre réduction et ouverture (2)... 20F
- 176 Superphénix : la marche en avant, La fin d'un mythe Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3)... 20F
- 177 Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire, la marche contre le chômage, voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Vallée d'Aspe : l'évitable autoroute, Superphénix, L'eseroquerie du développement durable... 20F

Joindre un chèque correspondant aux numéros demandés. L'envoi est fait avec l'expédition du numéro suivant. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Sécurité et désarmement

Depuis vingt ans les concepts de défense ont été très profondément remaniés. Des certitudes inébranlables quand au rôle de l'armée sont en train de s'effriter. En effet, la présence militaire n'a jamais été aussi forte et médiatisée qu'actuellement sur tous les points du globe. Et pourtant, le service demandé à ces soldats est de plus en plus flou. C'est que la force armée comme les ventes d'armes glissent de plus en plus vers la défense d'intérêts économiques puissants.

A ce propos, la volonté de désarmement nucléaire qui se manifeste partout actuellement participe de cette logique. Une guerre nucléaire aujourd'hui ne saurait être d'aucune utilité parce que beaucoup trop lourde de conséquences humaines et écologiques. Les hommes d'affaires préfèrent les conflits éclatés et dispersés qui permettent un commerce d'armes plus juteux et moins spectaculaire. L'Europe centrale et l'Afrique illustrent bien ce triste constat.

Quelles réponses donner face à ce qui reste le plus gros enjeux économique de la planète hantée par la peur du chômage. On se rend bien compte, par exemple, que les Européens de l'Ouest ne remettent nullement en cause leurs alliances et structures militaires. Les causes de conflits et d'interventions axées de plus en plus sur la maîtrise des fleuves et des ressources naturelles vont se multiplier avec l'explosion démographique des pays pauvres et avec elles les occasions de main-mise diverses sur ces terres. Profiter du désarroi de ces pays pour imposer la force des armées ou vendre des armes relève d'une philosophie à courte vue même si elle rapporte énormément d'argent.

Alors, quelles voies pour une autre conception de la sécurité ? Comment supprimer la militarisation ? Comment faire disparaître la notion d'armée profondément ancrée dans l'inconscient collectif depuis des millénaires ? On ne résoudra pas ces problèmes de société en un jour, certes. Mais déjà faire un état des lieux et se mettre en réflexion permettrait d'amorcer une autre manière de voir. Partout sur la planète, des innocents meurent victimes des ventes d'armes ou d'interventions militaires muselées. Leur sort est-il moins tragique que celui de Senna ? La réflexion vigilante reste encore possible. Profitons-en vite.

Michèle DELORME

DEMILITARISER

RESISTANCE

Le monde a changé et changera encore, en conséquence les campagnes contre la militarisation ne peuvent plus être ce qu'elles furent il y a seulement vingt ans. Nous ne gagnerons sans doute jamais la paix, les gens sont comme ils sont : incurables, mais, plus que jamais, nous devons résister à la folie meurtrière des nations.

Les analyses politiques, celles des rapports de force, doivent prendre en compte désormais, non seulement la désagrégation de

Peut-on encore, dans ce contexte, parler à la légère de *pacifisme*, d'*objection de conscience*, de *non-violence*, voire de *défense nationale* ? Personnellement je préfère travailler sur deux autres concepts, plus porteurs politiquement à mon avis : la *sécurité collective* et l'*antimilitarisme*. Ces deux mots étant dans mon esprit indissociables. En effet, la stratégie géo-politique est une condition nécessaire de réflexion, mais à mes yeux insuffisante. Il ne faut pas tomber dans la démagogie ambian-

L'armée ne se perpétue qu'en fonction de l'absence de débat. René Cruse plaide pour la réintroduction de l'antimilitarisme au cœur du débat politique (1).

(1) Le texte que nous publions ici est la reprise d'une conférence prononcée par René Cruse à Saint-Chamond en avril 1994.

l'empire soviétique depuis la chute du mur de Berlin, mais aussi la remontée des fascismes en Russie et dans les Balkans. Un peu partout, même chez nous, sous prétexte de crise économique et de chômage, l'exclusion devient la règle.

Nos analyses doivent tenir compte aussi d'une nouvelle donne d'une ampleur considérable, à savoir l'humiliation du monde musulman comme on l'a vu récemment encore avec le massacre d'Hébron. Tout se passe comme si, ayant perdu, peut-être momentanément, son contraire soviétique, l'Occident s'inventait un contraire arabo-islamique. Le blocus de l'Irak, loin d'affaiblir le dictateur de Bagdad, accable ses victimes.

te qui consiste à marginaliser l'antimilitarisme sous prétexte que les partis politiques, tous les partis, le refuse obstinément.

Le caractère religieux de la fonction militaire

Je suis antimilitariste pour trois raisons :

La **première**, souvent passée sous silence, est **religieuse**. J'entends par là le caractère essentiellement religieux de la fonction militaire. En effet, sur quoi se fonde une défense nationale ? sinon sur une hiérarchie, des dogmes, c'est-à-dire des vérités à croire de gré ou de force, et des liturgies, comme le drapeau, les monuments aux morts, et l'intou-

chable autant que misérable Marseillaise que la gauche ne remettra pas en question. C'est le cantique des assassins.

Pour la hiérarchie, tout le monde sait que l'officier supérieur est à ses soldats, ce que l'évêque est à ses ouailles.

Pour les dogmes, le concept de dissuasion est sacré, le sacrifice un tabou, nos engins sophistiqués incontournables.

Pour la liturgie enfin, on en reste encore aux défilés militaires. Bref, je ne comprends pas comment des athées plus ou moins déclarés, passent à côté du phénomène religieux de la défense militaire qui s'ajoute, selon moi, aux intérêts économiques sordides.

Incohérence mentale

La **deuxième** raison de mon antimilitarisme, est d'ordre **psychologique**.

Prenez le problème de l'armement. En haut de la pyramide, après le personnel politique, il y a la conception des engins de mort. Des ingénieurs en blouse blanche, dans leurs bureaux d'études, préparent des armes de plus en plus sophistiquées et de plus en plus performantes. Pensez aux mines anti-personnel qui continuent à faire des enfants cul-de-jattes par milliers, sur des surfaces immenses des terres ravagées par les guerres. Ces ingénieurs distingués, passent ensuite le bébé à des industriels qui vont s'enrichir de commandes juteuses, et ceux-ci à des ouvriers irréfléchis autant que spécialisés, mais qui invoquent la sécurité de l'emploi. Il faut bien vivre évidemment. Ensuite arrivent les intermédiaires pour le commerce des armes et les trafiquants de toutes sortes. Drogues et armes utilisant souvent le même réseau.

Sous la bénédiction de nos gouvernements qui les encourage.

Enfin, au bout de la chaîne, des soldats qui mitraillent à qui mieux mieux des populations civiles, et, *last but not least*, les médias tout fiers de nous montrer des monceaux de cadavres et des estropiés pour la vie. Il faut en



effet, un rendement massif de l'audimat audio-visuel.

Psychologique, ai-je dit. Tout ces beaux messieurs, de l'ingénieur, aux industriels et à leurs banquiers, dorment bien tranquilles, font l'amour et vont sans doute à l'église. Aucune loi ne les condamne alors que leur incohérence mentale devrait les conduire en asile psychiatrique lorsqu'ils versent des larmes de crocodile sur les massacres dont ils sont les auteurs privilégiés.

Allez-vous dire maintenant que René Cruse fait partie des ces pacifistes bêlants qui ne comprennent rien à la politique, à la stratégie, à l'économie et à l'écologie ? Qu'il est un misérable objetteur de conscience ?

Une culture permanente de guerre

Parlons donc **politique**, c'est la **troisième** raison de mon antimilitarisme. En ce domaine tout le monde se déclare pour la paix, à commencer par le pape qui soutient le principe des armées, en continuant par tous les chefs d'Etat qui prêchent pour la paix et en terminant par tous les chefs militaires

qui prétendent nous protéger des pires horreurs. Chez les politiques il est de bon ton de ravalier l'objection de conscience à un individualisme forcené, ainsi mon ami Alain Joxe l'assimile à une sorte d'échappatoire. Ce serait, selon ce camarade, « une manière de tirer son épingle du jeu » (2). C'est tout de même un peu fort ! Il se déclare pour la conscription au nom de vieux principes républicains, oubliant sans doute le caractère religieux de la fonction militaire.

Malgré un dossier peu clair sur le contingent en Algérie, on continue à nous faire croire à l'influence des conscrits sur les militaires de carrière. C'est un leurre. Le commandement est toujours de carrière. Les coups d'Etat sont le plus souvent le fait des chefs militaires.

Je crains qu'en reléguant les antimilitaristes et autres objetteurs dans la marginalisation, la gauche ne cultive finalement, comme la droite, qu'une culture permanente de guerre. D'où provient pour nos experts ce sentiment de honte, cette pudeur à se déclarer pleinement solidaires des réfractaires à l'armée ? L'antimilitarisme serait-il la maladie honteuse du socialisme,

qu'il faut cacher, dissimuler derrière des formules politiques ronflantes ou asseptisées comme « *tirer son épingle du jeu* » ? Mais qui tire son épingle du jeu, qui s'engouffre dans un échappatoire, sinon ceux qui, à gauche, comme les curés, ne prennent pas le risque de l'antimilitarisme radical ?

Pendant la guerre du Golfe, nombre d'intellectuels comme Pierre Vidal-Naquet, ou le pasteur Stewart se disaient radicalement opposés à la guerre, en ajoutant tout de suite, comme pour aseptiser leur propos : « *Mais je ne suis pas pacifiste !* » C'est ridicule, ça n'a aucun sens. Nous devons au contraire user de mots à risques.

L'abandon de la souveraineté démocratique

Le débat n'arrive jamais à la hauteur démocratique. On appelle *consensus* en la matière ce qui n'est en réalité que l'abandon de notre souveraineté démocratique.

Je n'aime pas, moi non plus, le terme d'*objection de conscience*, car en réalité il s'agit d'une projection de conscience politique. Collective. Le problème de l'objection de conscience est un

(2) Interview d'Alain Joxe paru dans le *Journal des objetteurs*, n° de février 1994.



faux problème, car on n'a pas à sonder la sincérité de celui qui refuse la boucherie généralisée. Il faut en finir avec ces lois absurdes qui font de l'objecteur un homme à la conscience délicate qui refuse de tuer à titre personnel comme s'il accepterait que les autres fassent le sale boulot à sa place. Il est outrageant pour les objecteurs d'être ainsi considérés. L'objection n'est pas une manière de sauver son âme, de tirer son épingle du jeu comme dit Alain Joxe. C'est une attitude politique globale. Le contraire d'une position pour convenance personnelle.

Le seul problème sérieux qui concerne l'avenir de la démocratie est de savoir si celui qui se soumet à l'autorité militaire, avec tous ses dogmes, sa hiérarchie, sa liturgie, le fait librement et en conscience. Voilà où il faut porter le débat public : armée et démocratie sont incompatibles.

Notre antimilitarisme est **instrumental**, je veux dire par-là qu'il nous introduit en politique.

Dira-t-on encore que je ne m'intéresse pas à la politique ? Je sais qu'il est plus facile de croire à n'importe quoi qu'à comprendre le subtil mécanisme des rapports de force économique.... Je rappelle en passant que pendant la guerre du Golfe pour défendre la colonie américaine pétrolière d'Arabie, ça priait de partout, de Bagdad à Washington. Dans tous les camps.

L'héroïsme est le courage des pleutres

Bref, lorsqu'on a pas assez de courage pour être pacifiste il ne reste plus qu'à devenir guerrier. Dans un sens, l'héroïsme n'est jamais que le courage des pleutres.

Mon ami Georges Casalis disait jadis qu'« un des malheurs

du monde est que ceux qui aiment croient devoir s'abstenir de la violence, cependant que ceux qui usent de la violence se croient dispensés d'aimer. »

Nous sommes là pour démoraliser l'immoralité militaire, pour faire violence à la violence qui toujours se déchaine. Notamment à la violence économique, toujours propre et désinfectée, car là, on ne voit pas le sang.

On nous vante le service civil en remplacement de l'armée. Mais faut-il remplacer l'armée par autre chose ? Quand un chirurgien enlève une tumeur cancéreuse, vait-il la remplacer dans l'abdomen ou la cage thoracique par une boule de pétanque ? Ne voit-on pas que le service civil est un leurre qui ne participe qu'à enfoncer le secteur social dans la précarité comme un moyen commode de fournir à des administrations ou des entreprises une ressource à faible coût ?

Mes amis experts en géopolitique ne voient pas que l'objection de conscience, c'est-à-dire l'insoumission, au même titre que le droit au travail, est une lutte pour la citoyenneté. Si l'antimilitarisme doit prendre en compte la géopolitique, encore faudrait-il que la réciprocité soit vraie. On ne peut pas se réclamer de la mouvance socialiste sans être radicalement antimilitariste.

Les objecteurs ne sont pas des puristes. Ils refusent d'être sous-payés, ils exigent l'exercice de leurs pleins droits politiques déjà refusés aux militaires. Ce sont aussi des écologistes à leur manière.

Je sais qu'on pourrait se retrouver un jour devant une Russie fascisante, qu'on aura peut-être un autre ennemi désigné à côté du monde arabe qu'on nous donne en pâture.

Aussi est-il de plus en plus urgent de développer une culture démocratique, c'est-à-dire la possibilité d'un vrai débat populaire sur les problèmes de sécurité collective qui nous permette de faire vibrer la fibre antimilitariste. Il faut que nous nous préoccupions davantage de tous les déserteurs de tous les pays. C'est eux qui sont

dans le vrai.

L'armée ne se perpétue qu'en fonction de l'absence de débat

L'armée ne se perpétue qu'en fonction de l'absence de débat. Cette absence est pour moi le plus grand facteur d'insécurité.

Où est aujourd'hui le grand danger stratégique ? Je répondrai : le fascisme.

Les Américains s'en foutent, ils ont laissé Franco, Pétain et Pinochet s'installer, pensant que le fascisme valait mieux que le communisme. Lorsqu'ils sont enfin intervenus contre Hitler, c'est qu'ils ne pouvaient plus faire autrement. Mais bien tard.

Nos technologies sophistiquées, les fameuses autoroutes de

la communication risquent bien de servir un jour de support à une police de la pensée. C'est contre cela qu'il faut réagir.

Je suis frappé par la qualité de réflexion politique des objectifs et insoumis. Ils sont au cœur des débats économiques, écologiques et des débats de société. Ils confrontent leurs analyses, leurs opinions et leurs débats comme on l'a vu en Suisse lors du référendum pour une Suisse sans armée qui a donné un résultat électoral inespéré. Je sais qu'en France ce genre d'initiative populaire n'est pas possible.

Mais je rappellerai que le grand bénéfice du référendum suisse a d'abord été, et principalement, de développer une vaste culture politique chez des gens jusqu'alors non-politisés. L'antimilitarisme

affiché s'est révélé instrumental. Sur ce point, ce fut un succès sans précédent. En radicalisant sur un sujet précis comme la fonction de l'armée, on s'est mis à ouvrir les dossiers de l'éducation, de l'écologie, de l'économie, de la stratégie, etc., etc.

A quand un Rocard qui radicalisera son discours ? Colombani, l'actuel directeur du *Monde*, constate dans son dernier livre que la gauche est sans perspective. Alors, faisons le siège des partis et mouvements pour leur proposer un antimilitarisme instrumental. Un levier !

Bref, en Suisse, ce fut démocratique. On n'aura jamais en France qu'une démocratie électorale par délégation, tant que le débat ne sera pas porté publiquement sur la chose militaire. Clairement ! Sur ses aspects religieux et psychologiques aussi. Comme j'ai tenté de l'expliquer ci-devant.

Faire de la politique, en laissant le dossier de nos armées dans les seules mains de nos experts est un leurre. Ne me parlez pas politique si vous n'êtes pas foncièrement antimilitaristes.

Bien sûr, je le répète, nous ne supprimerons sans doute jamais l'armée et les usines d'armements qui y sont associées, mais raison de plus pour lutter contre la militarisation, contre la culture de guerre. C'est pourquoi j'ai intitulé mon article : *Résistance*. On ne peut qu'être résistant, avec force et sans illusion.

Pour terminer, je vous livrerai un secret, mais ne le dites à personne : on n'est jamais exagérément antimilitariste. Le militarisme est, par excellence, le terrorisme d'Etat poussé au paroxysme. Je suis prêt à saboter toute entreprise militaire au nom de la démocratie.

René CRUSE

René Cruse vient de publier aux éditions Golias (BP 4034, 69615 Villeurbanne Cedex) *L'Ancêtre de notre avenir*, préface de Francis Jeanson, 128 p., 80 F. Un essai sur les incidences des phénomènes religieux en politique, dans lequel il consacre un chapitre aux thèmes abordés dans cet article.

Tu seras un homme, mon fils... (photo D. Zanda)



DEMILITARISER

CITOYENS POUR LA PAIX

A lors que les conflits armés ne sont pas prêts de s'arrêter, il n'existe pas en France de réseau — permanent et opérationnel au moment voulu — de citoyens capable de faire face à l'inactivité, voire à la complicité des responsables politiques.

Il est nécessaire de mettre en place ce réseau pour peser sur

solidaire, réseau de citoyens qui, pour être solidaire des peuples du Sud, fait pression sur les décideurs politiques et économiques, pourront nous être très utiles.

Constat

Nous avons vécu la guerre du Golfe, aujourd'hui nous vivons celle de l'ex-Yougoslavie.

De la même manière qu'il existe une dynamique autour de l'action d'"Agir Ici", il devrait être possible de créer un réseau de citoyens capable d'intervenir contre la guerre.

les décisions politiques afin d'être solidaire des victimes de la guerre que ce soit sur le plan humanitaire ou sur le plan politique (soutien aux mouvements démocratiques, aux mouvements de paix dans les pays concernés).

Les propositions qui suivent sont une première base de discussion pouvant déboucher sur l'organisation d'un tel réseau à partir des lacunes que nous avons rencontrées lors de la guerre du Golfe puis de celle en ex-Yougoslavie (sans oublier toutes les autres). Les conseils d'*Agir ici pour un monde*

Dans le même temps, l'Arménie, le Sud Soudan, l'Angola, la Somalie ou l'Afghanistan... vivent des situations, elles aussi, dramatiques. L'avenir, à l'Est de l'Europe, entre l'Inde et le Pakistan et dans bien d'autres régions du monde n'est guère optimiste.

La capacité de mobilisation de l'opinion publique n'est plus la même qu'il y a 20 ou 30 ans. Ceci ne veut pas dire qu'un rassemblement de citoyens est inutile. Au contraire. Cela signifie qu'il faut accompagner une telle initiative — indispensable car on

ne peut taire la responsabilité des choix politiques — d'objectifs très précis pour faire pression sur des personnes ciblées.

Les enjeux de pouvoirs, les enjeux géopolitiques de la plupart des conflits empêchent les médias de faire leur travail d'information — en tout cas pour ceux qui veulent le faire. De la même manière, ils empêchent les forces politiques, syndicales et parfois associatives de s'engager "librement" du côté des victimes du conflit (victimes humanitaires et/ou politiques). Les citoyens réagissent : de nombreuses actions de mobilisation visaient et visent à interpeller les politiques et peser dans leurs décisions. Mais il s'agit le plus souvent d'initiatives locales mal ou peu relayées à l'échelon national. Elles ne visent pas toujours les bons interlocuteurs, ne disposent pas d'un argumentaire suffisamment étayé et de moyens nécessaires pour atteindre leurs objectifs. Ceci n'est pas faute de compétences: les "outils" et les partenaires existent mais les premiers sont mal utilisés et les seconds mal connectés entre eux. Il est possible d'être plus efficace.

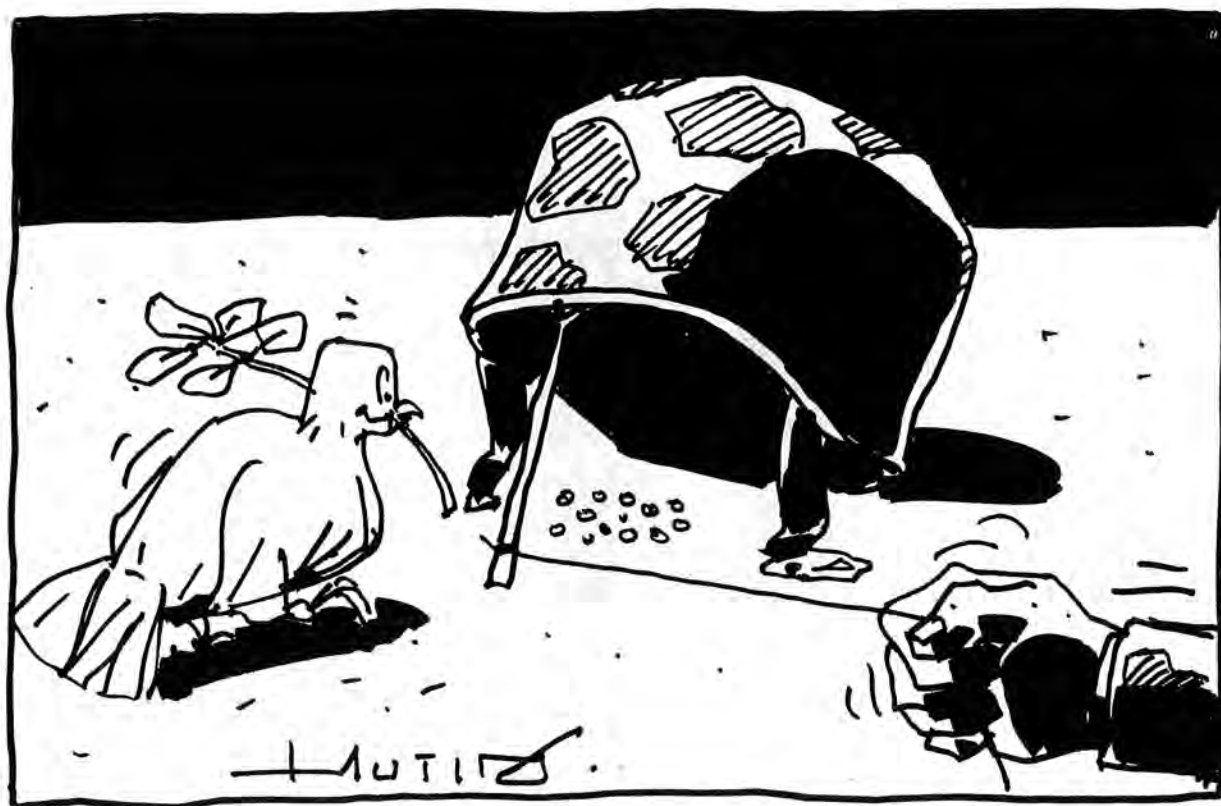
Description du projet

• Principe général

Il s'agit de mettre en place un réseau de citoyens interpellant tel responsable dans le domaine de ses compétences sur la base d'un argumentaire précis, ceci pour être solidaire des victimes d'un conflit et permettre l'émergence de forces démocratiques combattant pour la paix et les libertés dans les pays en conflit.

• Méthode :

- prendre connaissance des rouages dans les mécanismes de prise de décisions pour mieux cerner la hiérarchie des pouvoirs et les niveaux de responsabilité ;
- avoir tous les éléments juridiques, politiques (discours tenus, décisions prises) et analyse des ces éléments ;
- rassembler le maximum de preuves (examen de la véracité des données et de leur adéquation aux décisions prises).



• *Thèmes de campagne et exemples*

— Campagne visant le long terme :
= pour un contrôle parlementaire des ventes d'armes (voir campagne n° 11 d'Agir ici) ;
= mise en place d'un tribunal pénal international pour les crimes de guerre.

— Campagne à moyen terme :
= les différentes campagnes pour les conférences internationales de paix ;
= les demandes d'application des résolutions de l'ONU.

— Campagne de soutien aux mouvements démocratiques :
= soutien politique au forum de Vérone (conflit ex-Yougoslavie) ;
= soutien politique et financier des médias indépendants (voir les campagnes de Reporters sans frontière, Droit de parole, Diagonale Est-Ouest...).

— Campagne à court terme sur des objectifs très précis :
= rétablissement des liaisons téléphoniques avec les zones en guerre (voir la campagne du collectif de Grenoble) ;
= soutien au tribunal pénal pour les crimes de guerre en ex-Yougoslavie (voir "Sarajevo, capitale culturelle") ;
= clause de non-utilisation d'armes vendues par la France à la Turquie (voir campagne n° 21 d'Agir ici) ;

= campagne pour l'accueil de réfugiés, pour une assistance humanitaire qui arrive à destination...
[...]

• *Aspects financier*

La faisabilité d'un tel projet n'est possible qu'avec la participation financière des personnes qui suivent les campagnes pour assurer l'indépendance de la future structure. Elle doit permettre de couvrir progressivement la charge de travail d'un équivalent de deux plein temps salariés et d'assurer une dizaine de campagnes par an. [...]

• *Projet de texte d'appel*

La guerre n'est pas inéluctable, elle n'est pas inscrite dans le patrimoine génétique humain.

La guerre est un choix : celui des armes au détriment du langage, au détriment du renoncement à la loi du plus fort, fondement constitutif de nos sociétés.

La guerre prend en otage les populations civiles et plonge l'humanité dans la "déshumanité".

La guerre bafoue le droit international qui oblige aux règlements pacifiques des différends internationaux.

Des centaines et des milliers de mouvements, d'associations et de citoyens se sont mobilisés et conti-

nent à agir en faveur de la paix, de la démocratie et des libertés à travers le monde, certains par le biais de l'aide humanitaire, d'autres en faisant pression auprès des pouvoirs publics. Il faut développer ces actions complémentaires.

Les victimes des conflits armés attendent de nous un engagement citoyen : nous devons exiger que les gouvernements et les institutions internationales prennent les mesures qu'ils sont tenus d'appliquer pour faire cesser les crimes contre la paix, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, pour garantir à tous une paix respectueuse des droits de la personne et des minorités.

Une opinion publique informée et consciente des enjeux peut peser sur les décisions à prendre en interpellant les élus politiques et les institutions : c'est notre rôle de citoyen, c'est le sens de cet appel.

Xavier GUIGUE

Vous voulez en savoir plus ? Prenez contact avec le Collectif grenoblois pour une paix juste et durable en ex-Yougoslavie 765 chemin de Monbivet, 38330 Biviers.

DEMILITARISER

LA CONSCRIPTION : UNE INSTITUTION EN RETARD D'UNE GUERRE

Les 25 et 26 février derniers, s'est déroulé à Toulouse un colloque sur le thème de "Conscription & Société, service militaire, services civils, objection : déclin ou mutation ?"

nombre des futurs "ministrables" — de Charles Hernu à François Léotard, si l'on s'en tient à la période récente — se prononcent en faveur de la suppression de la conscription ou au minimum pour

ment "bricole" en plaçant des appelés ici ou là, comme "bouche-trous", renforçant l'inégalité devant cette "corvée".

Pour comprendre cette situation il paraît important d'opérer un rapide rappel historique. Le service militaire obligatoire tel qu'on peut le connaître de nos jours est une invention relativement récente : c'est la loi de mars 1905 qui instaure un service de deux ans relativement universel en abolissant le tirage au sort et autres possibilités de remplacement... La classe dirigeante tire les enseignements de la défaite de 1870 : c'est la période de la levée en masse et des "gros bataillons", réplique du modèle qui a assuré la victoire aux Prussiens...

En effet la conscription obligatoire pour tous n'est pas un acquis de la Révolution comme il

Du service militaire au service national, la conscription évolue... mais est-ce à l'armée d'éduquer les jeunes ?

(1) Ce colloque était préparé par le CER-SA (Centre d'études et de recherches sur l'armée, Institut d'études politiques de Toulouse), ERGOMAS (European research group on military and society), le GRHI (Groupe de recherche en histoire immédiate, université de Toulouse), le *Journal des objections*, le CDRPC (Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, Lyon) et la revue *Damoelés* et organisé par le Carrefour culturel Arnaud Bernard (Toulouse). Les Actes du colloque paraîtront en octobre 1994. Vous pouvez d'ores et déjà retenir votre exemplaire en envoyant un chèque de 80 F, pour un exemplaire (port compris) à *Damoelés*, BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01.

Trente ans après l'adoption par le Parlement de la loi sur l'objection de conscience et alors que, après l'ensemble des pays anglo-saxons, la Belgique (depuis le 1er janvier 1994) et les Pays-Bas ont décidé de supprimer le service national, ce colloque avait pour but de comparer les différentes conceptions et traditions, comprendre les mythes et les représentations collectives dont est investie l'institution, saisir les mutations intervenues, éclairer les tendances qui se font jour et l'importance des enjeux. Bref, une confrontation des analyses entre chercheurs, militants d'horizons et de disciplines différents (1).

Le débat sur l'intérêt du maintien ou de la suppression de la conscription ne date pas d'aujourd'hui. Il rebondit régulièrement. Mais notre cher hexagone connaît une particularité fort symptomatique... En effet, en "privé"

une mise à plat et l'instauration d'un large débat sur la question du service national. Mais, une fois installés dans le fauteuil de ministre de la Défense, ces mêmes personnes se lancent dans un vibrant plaidoyer en faveur de cet "impôt"... Résultat : le gouverne-



Photo D. Zanda



est souvent affirmé un peu trop hâtivement. La Révolution a effectivement élargi le droit de se défendre par les armes à l'ensemble des citoyens mâles, mais ce droit reposait sur le volontariat. C'est face à l'absence de candidats que ce "droit" s'est progressivement transformé en "devoir", en obligation...

Cette nécessité pour l'Etat de disposer de gros bataillons a disparu depuis déjà pas mal d'années ; et pour la France en tout cas au minimum depuis la fin des guerres coloniales. Mais la conscription n'a pas été qu'un simple procédé de recrutement. Elle est consubstantielle au mode de formation de la nation française. Cela est particulièrement vrai à la fin du XIXe siècle où la conscription — parallèlement à l'école obligatoire — permet la généralisation de la langue française, du mode de vie par le brassage social et géographique des conscrits issus d'un pays rural dans sa plus grande majorité.

C'est pourquoi en 1965 — au lendemain de la fin de la guerre d'Algérie — le service militaire laisse place au "service national" dont il n'est plus qu'une composante à laquelle viendra s'adjoindre progressivement différentes formes de service "civil" allant de la coopération à... l'objection de conscience, en passant par le service dans la gendarmerie, la police, et aujourd'hui dans les écoles, dans les quartiers "défavorisés", etc.

C'est sur ce "glissement"

progressif de la fonction du service national que compte l'Etat pour per-

pétuer cette "corvée" qui reste, comme l'affirmait un ministre de "gauche" « le vecteur essentiel de l'esprit de défense, sans lequel notre pays, sans doute, n'accepterait plus de maintenir constant son effort... » (2) et permet de développer une « culture de la défense » selon les mots de l'actuel ministre des armées, M. François Léotard(3).

Mais pouvons-nous laisser à l'armée le rôle d'apprentissage du civisme, de la citoyenneté ? La fonction des militaires est-elle d'être des "éducateurs" ? Est-ce ainsi que pourra se développer cette "culture de paix" que nous souhaitons ?

Patrice BOUVERET

Le service militaire au service de qui ?

« Si le service national ne présentait qu'un intérêt, ce serait celui que suscite l'indifférence générale dans laquelle il se perpétue.

Qu'une population aussi sensibilisée que la nôtre à la hausse du ticket de métro livre tous les ans, imperturbable, sa génération de vingt ans à une administration qui l'utilisera sans aucun traitement comme personnel subalterne jusqu'à la relève suivante, voilà de quoi étonner. Or cela n'étonne personne.

C'est qu'il y a dissociation, dans l'esprit du public, entre l'armée et le service militaire.

L'armée est haïssable ("S'il n'y avait pas de militaires, il n'y aurait pas de guerre...", etc.), mais le service, lui, est souhaitable ("Je ne regrette pas mon temps, c'était le bon temps, tu seras un homme, mon fils...", etc.).

L'un participe d'un passé, d'un présent et d'un futur surchargés de meurtres et de menaces abominables. L'autre relève d'une tradition et, par là, s'inscrit dans une intemporalité parfaitement innocente.

L'armée est destructrice.

Le service est formateur.

On pourrait à perte de vue accumuler ce genre d'oppositions et chercher en vain le moyen de les dissiper : car enfin, l'armée c'est le contingent et le contingent, jusqu'à nos jours, c'était la guerre des peuples. Mais cette prise de conscience ne pourrait se faire que sur un terrain propice qui, pour l'heure, n'existe pas ; car ce terrain, c'est le champ de bataille.

Et l'on sait que la paix revenue, et passé le temps nécessaire à l'apaisement des esprits et à l'apparition d'une génération fraîche, le service militaire retrouve en toute innocence ses droits immémoriaux, l'opinion son antimilitarisme verbal et son illusion de l'homme fait homme par son passage à la caserne. Un nouveau contingent se forme, rayé de la conscience civile, masse amnésique abandonnée à elle-même par la bienheureuse amnésie générale. »

Daniel PENNAC

Extrait de *Le service militaire au service de qui ?*, le Seuil, 1973.

(2) Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la Défense, devant les auditeurs de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale), le 21 mai 1990.

(3) Terme que l'on retrouve également dans les conclusions du Livre blanc sur la défense que vient de publier le gouvernement de M. Balladur.

DEMILITARISER

LE SERVICE CIVIL, AVENIR DU SERVICE NATIONAL

Paradoxe sensible pour les objecteurs dont on connaît depuis longtemps les aptitudes à s'inquiéter des questions relatives à la conscription, contraints de constater, non sans amertume, combien le service civil, leur service civil leur échappe désormais. Leur service ? Car

lesquels la loi de juillet 1983 ouvrait comme par enchantement les portes d'un service civil désormais plus libre, accessible à tous sans discrimination ni obstacle.

Il y a dans ce service civil la mémoire du lent et chaotique triomphe de la liberté de conscience, le difficile travail d'une margi-

comme os à ronger à une marginalité barbue, il le ramasse, l'arrange et va bientôt le placer dans la vitrine de sa démocratie.

Le service civil, il y a trente ans, devait faire taire une bande d'anarchistes bruyants, le voilà investi subitement d'une mission sociale toute nouvelle dont les objecteurs, éternels marginaux ont bien du mal à se satisfaire.

C'est un bien curieux retournement qu'il nous est donné de questionner en vérité.

Que s'est-il passé ? quelle réalité pouvait donc bien recouvrir la loi de 1963 puis de 1983 qui échappa sans doute aux objecteurs, en un mot, qu'ont-ils donc à se plaindre de ces services civils-là, eux qui voulaient le leur ?

Première surprise, le service civil, auquel s'identifient encore pourtant une grande partie des objecteurs, a moins profité à ces derniers qu'aux appelés du contingent anciennement militaire. Car si le nombre des objecteurs régulièrement affectés a augmenté de 290 % entre 1984 et 1993, le nombre des appelés civils autres qu'objecteurs a connu dans le même temps une augmentation de 320 %.

En dix années, les formes civiles du service national se sont développées plus vite que le service civil des objecteurs de conscience. A croire que la généralisation du service national civil entraînera à court terme la disparition pure et simple du service des objecteurs de conscience.

Le service civil, instauré il y a trente ans, devait faire taire une bande d'anarchistes bruyants... Le voilà investi subitement d'une mission sociale toute nouvelle dont les objecteurs ont bien du mal à se satisfaire.

n'y-a-t il pas dans ce service civil qui naît aux beaux jours de 1963 la réminiscence des luttes passées ? Quel objecteur n'y fixe pas le souvenir de la lutte collective des réfractaires ?

Le service civil, c'est dans la mémoire de chacun l'image d'un vieil homme, Louis Lecoin, rendant visite aux objecteurs qu'il a sortis des prisons. C'est le triomphe — modeste — d'une certaine conception humaniste du monde, non-violente et pacifiste.

Ces gentils barbus de l'été 1963 ont été rejoints 20 ans plus tard par des "hordes" d'objecteurs, "aseptisés" diront certains, devant

nalité (en 1983 les objecteurs représentent 1 % des appelés) fière et orgueilleuse de son idée du monde toute faite de concorde et de paix.

Encore dix ans et faute sans doute — les objecteurs sont capables de cette critique-là — d'une force morale et intellectuelle suffisante, voilà les objecteurs qui ne reconnaissent plus leur "enfant" !

Le service civil prend un S, se conjugue soudain à plusieurs modes, s'amplifie... Un ancien président de la République va jusqu'à affirmer qu'il est la dernière forme possible de la conscription, on en parle à Matignon, à la Chambre. Le pouvoir l'avait jeté



Dans un rapport de septembre 1991 concernant la mise en place du service ville, forme civile du service national (1), le général Maurice Faivre écrivait : « Il ne semble pas que les objecteurs de conscience aient compris l'intérêt de se porter volontaires pour le service de la ville qui leur permettrait de réduire de moitié la durée de leurs obligations. »

Autrement dit, qu'est-ce qui pourrait bien séduire un candidat à l'objection aujourd'hui quand lui est proposée une forme de service de durée égale à celle du service militaire tant haï et mieux rémunéré ?

Le rapport Raynaud indique, non sans humour sans doute, que dans un même établissement scolaire aujourd'hui « peuvent être employés quatre catégories d'appelés différents : professeurs rémunérés à 3 000 F./mois, des protocoles villes touchant 1 700 F./mois, des objecteurs de conscience et des auxiliaires de police pour surveiller les enfants et

les abords des lieux scolaires payés 487 F./mois ».

On a peine à croire aujourd'hui que le candidat à l'objection aille jusqu'à l'obtention du statut sans une solide et rare motivation pacifiste, non-violente, religieuse ou plus crûment, antimilitariste. Nul étonnement non plus à ce que Alain Marsaud, député RPR de Haute-Vienne en mission auprès du Premier ministre reconnaisse dans un rapport remis à M. Balladur en décembre que l'objecteur de conscience avec 50 000 F. par an revient bien moins cher que les autres appelés effectuant l'une des quatre formes civiles prévues par le Code du service national (2).

A ces quatre formes doivent-êtré rajoutées l'ensemble des formes civiles régies par un vaste tissage de protocoles signés entre 1991 et 1993 par le ministère de la Défense et les autres ministères, tel l'Intérieur, l'Agriculture, la Santé ou l'Education nationale. Aussi est-ce environ 20 000 appelés qui, aujourd'hui, accomplissent leurs

obligations nationales sous une forme civile.

Nous sommes loin de la confidentialité il y a trente ans du service civil effectué par quelques objecteurs barbus dans les ONF.

« Mais ce qu'il importe sans doute de comprendre, c'est l'origine du développement inattendu de ces multiples services civils en remplacement de feu le service militaire qui, sans nous étendre sur son caractère inégalitaire et désuet, n'a plus aujourd'hui la raison d'être qui était la sienne.

Quelles soient budgétaires ou techniques les raisons de mettre à l'ordre du jour le débat sur la conscription et le service armé ne manquent pas.

Les observateurs s'accordent à dire que d'ici 3 ans, 70 000 jeunes appelés n'auront plus leur place dans le système de défense armé français. Plus simplement, l'armée, soumise à de nécessaires restructurations depuis plusieurs années déjà n'aura que faire de ce "reliquat" encombrant. En amont de

(1) Signé en septembre 1991, le service national ville est destiné aux appelés volontaires qui peuvent être, le temps de leur service, mis à disposition d'une collectivité locale, d'un établissement scolaire ou d'une association. Ces appelés d'un genre nouveau gardent la qualité de militaire et dépendent de la compétence des préfets. En 1992, ils étaient plus de 2 000.

(2) Source : *Le Monde* du 14 janvier 1994



ces remaniements, le contexte mondial nouveau, la technicité plus grande des armements supposant un personnel professionnel, etc.

Ainsi l'armée de terre prévoit-elle en 1994 de se passer de 34 % de ses recrues de 1991 (suppression de 60 000 postes habituellement pourvus par les appelés du contingent).

Excédent important des appelés dont l'administration militaire ne sait que faire d'un côté, chiffres exorbitants et très peu électoraux des jeunes chômeurs de la tranche 18/20 ans — celle de la conscription — de l'autre, le développement de formes variées de services civils prend en fait une consistance politique et sociale inattendue.

Libérer l'administration militaire de ce poids inutile et coûteux sans risquer l'enflure dangereuse des chiffres du chômage des jeunes, voilà en quelques mots sans doute le difficile enjeu du débat sur la conscription qui s'ouvre en cette fin de siècle. Nul doute que cette question sera au cœur du *Livre blanc sur la défense* déposé en février 1994 sur le bureau du Premier ministre. C'est lui qui avait souligné la nécessité de se pencher « sur les évolutions possibles du service civil, avec les moyens législatifs, structurels et financiers qui permettraient d'assurer son développement » (3).

En réponse à la crise de la conscription, la France n'ira donc pas, sur les traces de la Belgique et

des Pays-Bas, jusqu'à l'abolition pure et simple de la conscription. Son choix est semble-t-il déjà arrêté : il portera sur la multiplication des formes du service national civil sous les appellations souvent avancée à droite de « *service civique* » ou plus récemment dans la bouche d'Alain Marsaud, de « *garde nationale d'appelés* ».

Dans tous les cas, cet apport considérable de jeunes dans les collectivités locales, parmi les membres des polices municipales, les pompiers, au sein d'établissements scolaires, etc., constitue un enjeu économique et social important.

En 1993, 5 980 appelés ont servi dans les rangs de la police, répondant à la fois à l'incessante demande des personnels de police d'effectifs supérieurs, et au désir sécuritaire en vogue aujourd'hui chez nos concitoyens.

De la même façon, le ministère de l'Éducation nationale a en partie peuplé les estrades professorales laissées vacantes grâce aux 61 appelés « prêtés » à la rentrée 1993 par le ministère de la Défense dans le cadre des protocoles d'accords armée/éducation (4).

Corollaire attendu donc de la présence de plus en plus massive d'appelés au sein d'entreprises, d'établissement scolaires ou d'administration, le débat déjà esquissé de la concurrence faite aux salariés.

Si les objecteurs ont fait de cette question l'un des points forts de leurs débats, elle s'impose aux autres formes du service civil, tant le développement de ce dernier est important. Les appelés « civils » ne risquent-ils pas de se heurter « à la réticence plus ou moins marquée des organisations syndicales et des agents publics qui voient dans leur présence un frein à l'embauche de titulaires », comme s'inquiète Alain Marsaud dans le rapport déjà cité ? Et de conclure que tout projet d'extension des formes civiles devra s'entourer « des garanties nécessaires pour éviter tous abus dans l'emploi des appelés ».

Concluons. Trente ans après, le service civil masque bien

ses origines, tout comme Dame Conscription dissimule adroitement les conditions de sa genèse. Les premiers à s'être laissés prendre à cette partie de cache-cache ? Les objecteurs eux-même. Alors, est-ce l'histoire d'une dépossession qu'il nous est donné de voir ou, d'une façon plus complexe sans doute, l'évolution d'une conscription promise aux pelles des démolisseurs. Service de solidarité, service civique, service ville, garde nationale d'appelés... autant de noms sur une même nécessaire réforme du service national où le port ou non des armes devient une question totalement mineure voire déplacée.

Elle laissera sur sa route le service civil des objecteurs de conscience et les idéaux qui l'ont inspiré il y a trente ans déjà. Signe des temps ? Le service civil doit composer aujourd'hui par la diversité de ses formes et de ses objectifs avec une réalité sociale et économique bien différente, celle de trois millions de chômeurs, du malaise social, de la psychose sécuritaire, etc.

Il y a quelques années encore, les deux années du service civil constituaient on s'en souvient une difficile et fâcheuse parenthèse dans la vie professionnelle des objecteurs. Combien sont-ils aujourd'hui à envisager le service national comme l'interruption d'une activité professionnelle durable ? Sans doute est-ce là qu'il faut chercher les nouveaux objectifs sociaux des formes d'un service chargé de plus en plus fréquemment de tisser les mailles d'une solidarité que la société en crise s'avère incapable de prendre à sa charge.

C'est cette direction sans aucun doute que devra prendre le prochain et inéluctable débat sur la conscription, civile désormais.

François BROCUET,
ancien président du MOC (Mouvement des objecteurs de conscience),
animateur de la revue
Urgences pacifistes

Communication présentée au colloque *Conscription & Société* des 25 & 26 février à Toulouse.

(3) Source : MOC infos, bulletin d'information du Mouvement des objecteurs de conscience, décembre 1993.

(4) Fin 1992, la répartition des incorporations aux différents services civils était la suivante :

- aide technique : 842 ;
- coopération : 5 010 ;
- police : 5 980 ;
- objecteurs : 4 933 ;
- services relevant de protocoles d'accords : plus de 3 000 dont 61 enseignants et 2 153 détachés à la ville.

DEMILITARISER

L'IMPOSSIBLE RECONVERSION DE L'INDUSTRIE D'ARMEMENT ?

Force est de reconnaître que la reconversion de l'industrie d'armement en Europe n'est toujours pas au rendez-vous. Des initiatives éparses de diversification — partielle — existent çà et là, des avancées ont été réalisées sur

« produits civils sont moins rentables que les produits militaires » d'où la difficulté de reconversion. En réalité, on ne saurait parler de « rentabilité » pour les activités de recherche/production militaires : celles-ci n'obéissent pas aux règles

ment captifs sur lesquels le principal acheteur est l'Etat.

Même les exportations ne sont pas les sources de devises que l'on présente couramment, puisque les compensations (en importations obligatoires nécessaires à l'obtention du marché : transferts de technologie, sous-traitance, prêt spéciaux à taux réduits), les coûts de prospection, l'assurance publique des contrats, les achats nationaux "obligés" par la nécessité de faire de l'armée nationale une vitrine pour l'exportation, rendent l'opération à peine équilibrée sur le plan économique global.

L'activité militaire est effectivement très rentable pour les industriels de l'armement, trop, au point qu'ils ne cherchent pas à se reconverter : mais cette rentabilité est artificielle, parce que les pouvoirs publics font de leur potentiel militaro-industriel une "vache sacrée", à laquelle ils sont prêts à tout sacrifier, y compris la performance de l'ensemble de l'économie (2) ou d'autres priorités sociales et environnementales : santé, protection ou décontamination de l'environnement susceptibles de mobiliser des technologies de pointe.

La vraie question est donc celle d'un redéploiement considérable des moyens détournés pour l'instant par le complexe militaro-industriel, au profit d'activités "socialement utiles" que le marché est inca-

Le colloque sur la reconversion de l'industrie d'armement en Europe, organisé par les Verts au Parlement européen les 24 et 25 juin 1993 n'a guère permis de mettre en évidence une réelle dynamique de reconversion dans ce secteur. Il a néanmoins été l'occasion de clarifier les enjeux d'une véritable reconversion.

(1) *Konver* ne pèse que 130 millions d'Ecu, soit moins d'un milliard de francs... alors que l'Etat français achète chaque année pour plus de 100 milliards de francs de matériels militaires !

(2) Cf. *Les économicistes de la paix*, ouvrage collectif sous la direction de J. Fontanel, PUG.

le plan institutionnel, au niveau de la CEE, avec l'adoption des lignes budgétaires *Periphra* en 92 puis *Konver* en 93, mais elles restent symboliques (1), tout justes bonnes à préfinancer quelques études de diversification locale. Le problème reste donc entier : il se pose certes en termes économiques, mais surtout politiques.

Au préalable, il nous faut récuser nettement l'affirmation courante selon laquelle « les pro-

de l'économie dominante de marché, mais bien à celles des économies planifiées qui se sont écroulées à l'Est ces dernières années. En effet, les groupes industriels travaillant dans l'armement sont véritablement sous perfusion de crédits publics (dérive systématique et incontrôlée par les pouvoirs publics des prix des matériels facturés, préfinancement de la recherche/développement etc.) et bénéficient de marchés essentielle-

pable de générer spontanément. Mais faire ainsi fonctionner le principe des vases communicants, du militaire vers le civil, suppose une réelle volonté, des choix politiques.

Il s'agit d'abord d'opter clairement pour une politique de défense/rerelations internationales qui ne repose plus sur les concepts obsolètes jusqu'à présent dominants, et qui ont eu pour conséquence la continuation de la course aux armements, l'impossibilité d'apporter de vraies solutions aux problèmes de fond qui déterminent les conditions d'une "paix juste et durable" : sous-développement, déséquilibres démographiques et crise écologique... Le concept de "défense" (nationale et militaire) doit ainsi être abandonné au profit de celui de "sécurité commune" qui ne repose donc plus sur la mise en œuvre de moyens essentiellement militaires !

Cette démilitarisation des stratégies aura bien du mal à émerger au sein des Etat-nations qui reposent implicitement sur la capacité du pouvoir politique à assurer (militairement !) la « *défense du territoire et des personnes* ». Par contre, à l'échelle de l'Europe en cours de construction politique, rien n'est joué pour l'instant : aussi la définition de la PESC, politique étrangère et de sécurité commune ("commune" : entre les pays européens !), constitue-t-elle à cet égard un enjeu essentiel. Veut-on bâtir une Europe-forteresse surarmée capable de défendre militairement ses privilèges ? Ou bien une Europe qui inscrive sa propre sécurité dans une perspective plus globale, la seule réaliste à terme, avec l'Est et le Sud : co-développement soutenable, sécurité alimentaire et écologique, défense des droits de l'Homme, (re)construction de la démocratie ici et là-bas...

Il convient également de **sortir d'une vision (ultra)libérale de l'économie**, qui fait de la réduction des prélèvements obligatoires (rendue possible par la baisse des dépenses militaires) la priorité absolue de la politique économique. En effet, la baisse des dépenses militaires n'est pas une

condition suffisante pour provoquer la reconversion spontanée des activités militaro-industrielles dans la production de biens civils vendables, ni même pour susciter une diversification minimale capable de préserver l'emploi dans ce secteur. En effet, la culture qui prévaut dans les industries d'armement n'a rien à voir avec celle qui existe dans l'économie de marché : celles-ci savent faire du lobbying

Les éco-industries (gestion des déchets industriels et ménagers, épuration de l'air, filtrage des fumées, réhabilitation des sites pollués, détection des pollutions de l'air et de l'eau etc.) et la santé (équipement des hôpitaux, recherche etc.) pourraient bien constituer des priorités socialement acceptables et réalistes sur le plan pratique compte tenu des passerelles technologiques existantes (4).



sur les décideurs politiques pour détourner les fonds publics à leur profit plutôt que du marketing classique, et sont par ailleurs incapables de poser les problèmes technologiques et industriels en terme de rapport qualité/prix dans la mesure où les militaires exigent la qualité "à tout prix".

Ainsi, si nous ne voulons pas que la réduction des dépenses militaires ne se traduise tout simplement par des restructurations coûteuses en emplois, en baisses des livraisons de matériels au profit d'une relance de la recherche-développement militaire (3), il faut inscrire le redéploiement des dépenses publiques dans un cadre global précis, articulé avec les réalités régionales (en France, XIe Plan et contrats de plan Etat/Région) et les propositions concrètes des salariés des entreprises. Cela suppose que le gouvernement fixe des priorités aussi absolues que la "Défense nationale" et y consacre des moyens financiers conséquents

Force est de reconnaître que ces deux conditions incontournables sont loin d'être réunies aujourd'hui et que la course technologique à l'armement a encore de beaux jours devant elle... sans pour autant préserver l'emploi dans le secteur. Dans ce contexte, les rarissimes expériences locales de diversification ne doivent pas faire illusion, ni devenir le terrain d'investissement prioritaire des mouvements de paix : en cas de réussite, elles auront surtout pour vertu de (dé)montrer qu'il n'y a pas de véritable obstacle technologique à la reconversion de l'industrie militaire... qui reste d'abord un problème politique !

Jacques Muller,
membre de la commission
Défense du MAN
et de la commission
Paix et désarmement des Verts

(3) Cf. la loi de programmation militaire actuelle dans notre pays !

(4) Cf. "La reconversion du potentiel militaro-industriel français", J. Muller in *Damoclès* n° 54 et *Alternatives non-violentes* n° 85.



PETITES PHRASES

« La préparation d'un crime est un crime ». Message de Théodore Monod en soutien à la campagne de Stop essais !

YUGOSLAVIE : TRAFIC D'ORGANES

La chirurgie manque cruellement de donneurs d'organes. Que cela ne tienne : il existe un réservoir important en Yougoslavie. La police italienne a ainsi saisi des mallettes contenant des yeux de cadavres provenant des champs de batailles. Des perquisitions ont été menées dans une certaine d'hôpitaux par la brigade de répression des fraudes italienne et plusieurs filières ont été mises à jour. Une paire d'yeux se vend entre 10 000 F et 30 000 F. Le trafic se ferait en liaison avec les morgues des hôpitaux de Bosnie-Herzégovine. La guerre n'est pas sans intérêt pour tout le monde. (source Courrier International du 21 avril 94)

CARTE POSTALE CONTRE LES ESSAIS NUCLEAIRES

Stop essais ! vient d'éditer une très belle carte postale couleur grâce à la collaboration et au soutien amical de Théodore Monod, opposant résolu aux essais nucléaires. Ces cartes sont à destination du ministre de la Défense et de tous ceux qui s'approprient allégrement à envisager l'emploi d'armes nucléaires françaises à l'encontre de pays du tiers-monde comme certains députés et sénateurs... Pour commander ces cartes adressez-vous à Stop essais! c/o M.-P. Bovy, Bonbecombe, 12120 Comps Lagranville (4 F l'ex + port - à partir de 10 ex : 3 F. l'ex + port).

BRISER LA CHAÎNE DE LA VIOLENCE

La conférence triennale de l'IRG (Internationale des résistants à la guerre), qui se déroulera du 10 au 17 décembre 1994 à São Leopoldo dans le sud du Brésil a pour thème : Briser la chaîne de la violence, une chaîne reliant les faits quotidiens aux structures qui conduisent finalement à la guerre et à la destruction... Une violence souvent plus directement ressentie dans la Sud, mais si l'on suit la chaîne de cette violence, on en retrouve souvent les racines dans le Nord...

Nous en profitons pour vous donner la nouvelle adresse de l'IRG qui vient de déménager : War Resisters' International, 5 Caledonian Road, London N1 9DX, Grande-Bretagne. Tél. +44 71 278 4040 - Fax +44 71 278 0444.

OBJECTION A L'IMPOT

La 5ème conférence internationale sur l'objection fiscale pour la paix aura lieu au Pays basque du 16 au 18 septembre 1994. Pour de

OBJECTEURS : DE PIRE EN PIRE

Le gouvernement panique devant l'augmentation rapide du nombre d'objecteurs. Le Canard enchaîné a révélé qu'un nouveau projet de loi est à l'étude sur la statut des objecteurs qui prévoit un financement à 40 % par les associations, deux semaines de formation "au fonctionnement militaire", le retour de l'entretien pour obtenir son statut, une sévérité accrue des peines pour les objecteurs-déserteurs. Les objecteurs qui s'étaient complètement dépolitisés depuis 1983, entrée en fonction du statut actuel, vont devoir réagir rapidement s'ils ne veulent pas assister à la fin rapide de l'objection de conscience. Une pétition demandant au moins le maintien de statut actuel est en circulation. On peut la demander au Journal des Objecteurs, 26 place Monprofit, 49100 Angers.

plus amples informations, contacter : Grupo de Objeción Fiscal, C. Pedro Otañuy, Apto 1126, 31015 Iruñea/pamplona, Navarra, Espagne.

RHONE : FAIRE FACE AUX CONFLITS

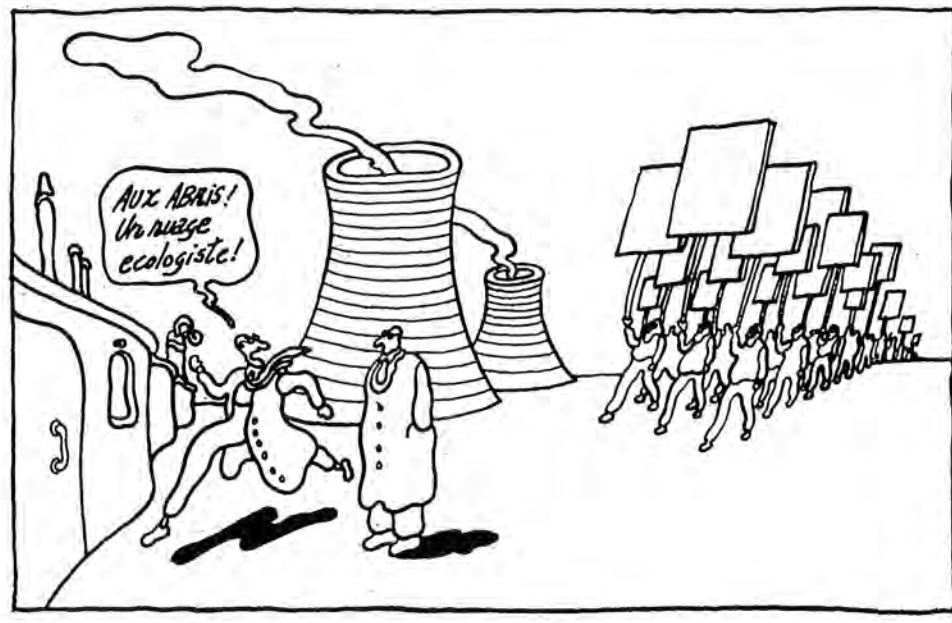
Le MAN, mouvement pour une alternative non-violente,

et le MIR, mouvement international de la réconciliation, organisent au foyer Vaillant Couturier de Vénissieux, le samedi 28 mai de 14 h 30 à 18 h 30, une journée de formation sur le thème "faire face aux conflits". Programme complet : MAN, 39 rue Courteline, 69100 Villeurbanne ou MIR, Lachanal, 01702 Miribel.

MARCHE INTERNATIONALE POUR UN MONDE LIBRE DU NUCLEAIRE

Le groupe belge For Mother Earth organise une marche de Bruxelles à Moscou du 12 janvier au 12 octobre 1995. La marche passera notamment par Londres, Paris, Prague, Vienne, Tchernobyl... Les organisateurs désirent « attirer l'attention sur les conséquences sociales, économiques et écologiques de l'ère atomique et donner des exemples concrets d'alternatives ».

Contact : For Mother Earth, Zillerhof 19, 9000 Gent, Belgique.



ALTERNATIVES

L'INESTENE

Pierre Radane, à la tête du projet de l'Inestène, aime à resituer la naissance de cet institut.

"La tradition française veut que tout le débat politique et intellectuel se fasse payer par l'état par les structures universitaires mais surtout par les ministères. Tout le savoir faire de la conception de projets est à l'intérieur de l'Etat et même la critique est à l'intérieur de l'Etat. Cette critique interne provient de personnes périphé-

tion d'acceptation du misérabilisme si ce n'est une revendication de ce misérabilisme. Mais dès que l'on veut travailler sur la critique de grands programmes ou essayer de concevoir des politiques alternatives, il faut pouvoir connaître les techniques utilisables, les circuits de décision, les moyens économiques mobilisables. Sur les grands projets, on a des structures monopolistes d'Etat énergies, transports... avec en plus des rivalités d'intérêts extrêmement fortes

La France manque cruellement de bureaux d'études indépendants. L'INESTENE, institut d'évaluation des stratégies énergétiques européennes, a su se développer dans un climat peu favorable.

(1) Voir Hors-série de Silence "Les Métiers de l'Ecologie", page 78.

(2) CRII-Rad, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél 75 40 95 05. Voir Silence 120/121. ACRO, 18 rue Savorgnan de Brazza, 14000 Caen, tél 31 73 79 17. Voir Silence n°125.

(3) Voir Hors-série de Silence "Les Energies renouvelables".

riques mais ne débouche pas sur des contre-projets. Face à cela, il y a bien une tradition associative, mais en France, c'est probablement l'une des plus pauvres au monde dans la mesure où économiquement, elle n'a aucun support peu de cotisations, peu d'aides de l'Etat, peu de financement par le privé. Aux Etats-Unis, la tradition est au financement privé, dans les pays scandinaves ou en Allemagne, il y a un fort soutien de l'Etat, en Italie, il y a beaucoup d'adhérents... Il y a en France des mouvements d'idées qui semblent d'autant plus estimés qu'ils sont pauvres et galeux. Il y a une tradi-

qui aboutissent à un verrouillage sur un certain nombre de sujets par la haute administration comme par exemple le choix du nucléaire. Ainsi Gaz de France, les pétroliers, l'ex AFME maintenant devenue ADEME, sont maintenus dans un point de vue minoritaire puisqu'il y a un arbitrage qui a été fait en faveur du nucléaire. Ainsi quand la France s'est retrouvée en surcapacité de production, l'Etat s'est interdit de mettre en place une politique d'économie d'électricité. Là sont les limites d'une seule intervention par l'Etat. Et extérieurement à l'Etat, les outils n'existent pas".

C'est en partant de ce constat que plusieurs initiatives sont nées en France pour essayer de contrer le discours officiel dans le domaine de l'énergie. Dans les années 70, les Amis de la Terre essayaient de mettre en place une structure travaillant sur des programmes de sortie du nucléaire et publiaient le "Plan Alter" qui sera développé de manière régionale en Bretagne et en Alsace (1) Quelques bureaux d'études se sont constitués dans le domaine de l'environnement. L'accident de Tchernobyl a provoqué la naissance dans la Drôme de la CRII-Rad, et en Normandie de l'ACRO, laboratoires d'analyses indépendants sur la radioactivité (2) mais c'est dans le domaine de l'analyse stratégique qu'est né le projet le plus professionnel l'Inestène.

Un travail de haut niveau

Pierre Radane en est arrivé à se pencher sur cette notion de contre-pouvoir dès l'accident de Three Mile Island en 1979. Cet accident l'a amené à travailler à l'AFME, l'agence française pour la maîtrise de l'énergie, pour essayer de mettre en place une pratique cohérente. L'AFME, malgré les multiples obstacles, a quand même beaucoup fait dans le domaine des économies d'énergie pour la première fois les courbes de croissance économique et de consommation d'énergie se sont détachées. L'accident de Tchernobyl en 1986 lui a toutefois montré les limites d'un discours à l'intérieur de l'appareil d'état. Avec des personnes spécialistes de l'énergie comme Mycke Schneider, Julie Hazemann, tous les deux de WISE, agence de presse sur l'énergie, Jean-Pierre Pharabod, et d'autres, il va créer une société de droit privé qui sans renoncer aux financements de l'Etat va pouvoir garder son indépendance dans le choix de ses recherches et garder une autonomie de publication. En 1986, le premier travail porte sur les possibilités de sortie du nucléaire. Quatre scénarios sont présentés à la conférence mondiale de Cannes. L'étude étant commandée par les Verts (3).



Les bureaux de l'INESTENE : Beaucoup d'ordinateurs pour multiplier les simulations.

L'Inestène s'articule autour de quatre thèmes

. faire l'analyse des politiques conduites en faisant du traitement statistique, observer, vérifier, ce qui permet de mettre en avant des chiffres souvent oubliés ou de comparer avec d'autres pays.

. faire de la prospective, domaine très difficile et peu développé au sein de l'appareil d'état du fait des concurrences internes, ceci dans un cadre national ou international travailler sur des scénarios énergétiques, avec ou sans nucléaire, la question des transports, l'idée étant de toujours offrir un choix de plusieurs scénarios. C'est extrêmement complexe. Eviter le "on ne peut pas faire autrement". Cette prospective passe par des modèles mathématiques complexes qui tournent sur des ordinateurs puissants.

. faire de la communication en direction en particulier des médias pour que le travail effectué ne reste pas un dossier réservé à quelques spécialistes.

. faire du montage de projets pour concrétiser les ouvertures mises en avant, aider à des réalisations concrètes pour pouvoir faire l'analyse, ensuite, des succès et

des échecs et pour remanier ainsi, si nécessaire, les hypothèses de base des calculs théoriques.

"A la différence des bureaux d'études qui ne travaillent que sur l'élaboration de projets, notre travail c'est de la conception de politiques avec un aspect global et de l'opérationnel qui sert en permanence pour ajuster la vision d'avenir".

L'Inestène a d'abord beaucoup travaillé sur l'avenir de la politique énergé-

tique française, obstinément orientée vers le nucléaire, pour montrer comment s'en passer en urgence (scénario de 1986) puis, plus complexe, sans augmenter l'émission de gaz à effet de serre (4). Ce travail en continu depuis maintenant plus de 5 ans se poursuit avec des modèles de plus en plus fins, constamment réactualisés en fonction des nouvelles orientations du gouvernement le scénario "Détente" devrait aboutir à une publication d'un document extrê-

(4) Scénario Détente, voir Silence n°160 ou BD "Le nucléaire détrôné"

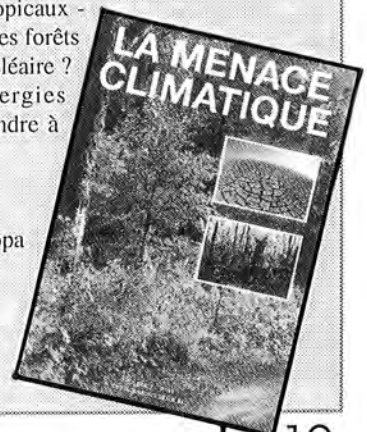
LA MENACE CLIMATIQUE

Hors-série n°3 de la revue Silence

Au sommaire : du soleil à l'effet de serre - gaz et effet de serre - prévoir le climat - effet de serre et histoire des sciences - les esprits chauffent ! - les nouveaux déserts tropicaux - ces forêts que l'on détruit - pour que vivent les forêts - quelle énergie pour demain ? - qui a dit nucléaire ? - les économies d'énergie - les énergies renouvelables - pratiques agricoles - apprendre à guérir...

Rédaction : Dominique Zanda avec la collaboration de Bulle Bleue et Ecoropa
60 pages - format 21 x 29,7 cm
Couverture quadrichromie cartonnée

Bon de commande page 39



Quelle écologie radicale ? Ecologie sociale ou écologie profonde en débat

Le nouveau livre
des Editions
Silence

Parution début juin

Débat entre
Dave
Foreman
et
Murray
Bookchin

Prix de lancement
jusqu'au 31 mai :
50 F + 15 F de port
(au delà : 70 F +
15 F de port)

mement précis. Ce scénario trouve actuellement un autre développement comment faire des choix énergétiques non seulement économes et peu polluants mais également accessibles à tous et donc utiles aux pays les plus démunis.

L'Inestène a également fait des études plus ponctuelles comme l'étude de la rentabilité économique d'une centrale nucléaire et le vrai coût que cela représente. Cette étude portant sur le réacteur de Fessenheim a été financée par le conseil régional d'Alsace et le conseil général du Haut-Rhin (5).

En 1993, l'Inestène vient d'aborder un autre sujet extrême-

ment complexe l'évolution de la mobilité dans les transports et les moyens de la limiter. Cette étude qui devrait durer plusieurs années permettrait d'analyser les conséquences de choix tels que la privatisation du rail au niveau régional, le transfert des transports de marchandises de la route vers le rail (ferroutage), l'influence des nouveaux modes de télécommunication, la délocalisation des entreprises, le développement d'une société de loisirs, le choix de l'urbanisme, etc... Elle a pour but de montrer que l'on peut imaginer d'autres scénarios que l'actuelle action gouvernementale, qui se contente d'ouvrir de nouvelles autoroutes au fur et à mesure qu'augmente le trafic.

Pour assurer son indépendance, sur ces grands sujets, l'Inestène détermine d'abord quelle est sa piste de recherche puis, ensuite, quand le sujet est cerné, il va chercher des financements "sans délit de faciès" auprès des institutions, des organismes privés, des associations. Concrètement, l'Etat reste le plus gros financeur... et les associations les dernières. Cette méthode permet de négocier les conditions de communication du résultat du travail à l'extérieur.

Une structure professionnelle

Le passé professionnel de Pierre Radane a facilité l'obtention de contrats d'études avec plusieurs administrations, des conseils régionaux... Cela a permis à l'Inestène de pouvoir tout de suite choisir de

travailler sur des bases professionnelles et, depuis, de s'y tenir. L'absence de stratégie financière a par contre failli être fatale à l'initiative. Le manque de fonds, des salaires corrects (essentiellement des ingénieurs), des délais de paiement extrêmement longs (les institutions paient jusqu'avec un an de retard) et une croissance extrêmement rapide au départ, font qu'encore aujourd'hui, l'Inestène jongle au niveau des finances et paie de copieux intérêts aux banques, qui font confiance au vu de la nature des clients.

Le choix de salaires correspondant à ceux du marché a été fait délibérément en effet, l'effort de formation interne est long et il est nécessaire d'avoir un profil de carrière suffisamment intéressant pour qu'un ingénieur ait envie de rester dans l'entreprise. Pour gagner en qualité, il est nécessaire d'avoir des gens avec de plus en plus d'expérience. En plus, le fonctionnement interne se veut collectif, avec une bonne circulation horizontale de ce que chacun fait. Pierre Radane n'hésite pas à parler de structure autogestionnaire et cela se traduit concrètement par la participation de tous les salariés, dix actuellement, au capital de l'Inestène.

Les personnes qui travaillent à l'Inestène sont surtout issues de grandes écoles et ont été embauchées ici pour leur premier travail. Elles fonctionnent de manière pluridisciplinaire tant les sujets traités couvrent une large palette de questions. Le fonctionnement collectif nécessite de

(5) Etude sur Fessenheim voir Silence n°117.

Les mêmes bureaux de l'INESTENE croqués dans la BD "Le nucléaire détôné". Celui qui parle est Pierre Radanne.



longues discussions mais, contrairement à de nombreux bureaux d'études où les experts deviennent experts de sujets de plus en plus ténus, ici, le progrès de chaque personne profite à tous et chacun élargit de plus en plus ses possibilités d'intervention.

Au départ, sans capital, l'Inestène a démarré sous un statut associatif puis elle s'est transformée en 1989 en SARL (6) avec des apports de capitaux provenant d'une part de Cigales (7), d'autre part de professionnels intéressés par l'initiative, enfin des salariés eux-mêmes. Mais comme cela ne suffisait pas encore, elle s'est transformée en 1992 en SA-SCOP (8) où les salariés restent majoritaires. Le capital était en juin 1993 de 465 000 F, mais cela reste faible pour une entreprise qui travaille dans la recherche. Les besoins nécessitent un fonds de roulement d'environ 1,5 million et des accords ont été passés avec des banques pour assurer des fonds-relais, en particulier avec la NEF (9) qui a été la seule structure financière à aider concrètement le projet sans se limiter à apporter de l'argent "Les banques étaient prêtes à nous donner des poissons alors que la NEF nous a appris à pêcher". De plus, il est extrêmement difficile de savoir comment facturer un travail de recherche. Ces importantes sommes financières en jeu ont été la principale

difficulté de l'initiative et une source de stress permanente.

D'autres instituts à créer

Alors qu'en Allemagne il existe des dizaines d'organismes de recherches et d'analyses de ce genre, l'Inestène reste l'une des rares initiatives françaises. Ceci entraîne des demandes dans les domaines les plus variés, comme de faire des contre-enquêtes publiques pour des industries à risque, des contre-plans de financement dans le domaine de l'aménagement du territoire, des études sur l'élimination des déchets, etc... l'Inestène ne peut actuellement se pencher sur toutes les questions en même temps pour aborder un nouveau sujet, il faut, l'expérience le prouve, environ deux ans et cela coûte au moins un million de francs. Le travail de recherche a besoin de temps pour être efficace. Bien sûr, l'Inestène pourrait s'ouvrir à d'autres domaines, mais cela l'obligerait à renoncer à sa philosophie de fonctionnement horizontal. Pierre Radanne estime que travailler à 8-10 personnes est la taille idéale. Alors plutôt que de chercher à faire une grosse structure, il y a de la place pour créer d'autres structures à taille humaine, une opportunité que les ingénieurs sensibilisés à l'écologie peuvent saisir pour assurer leur indépendance.

Michel BERNARD

Contact :
INESTENE, institut
d'évaluation des stratégies
énergétiques européennes,
5 rue Buot,
75013 Paris,
tél (1) 45 65 08 08.

LE SOLEIL BRILLE !

Passez à la pratique,
grâce à 4 ouvrages de
Roger BERNARD



• Le soleil à votre table

170 pages 15 x 21 cm - 89 F franco

En Afrique, on brûle les arbres pour faire cuire les aliments pendant qu'une énergie solaire surabondante reste inutilisée. En France, en été, cuisinez sans fumée, sans pollution, sans risque d'incendie. Découvrez que l'énergie solaire marche. Une explication théorique et pratique des possibilités de l'énergie solaire en matière de cuisson. Découvrez les différents modèles de cuiseurs, apprenez à cuisiner solaire : des plans, des photos, des recettes...

• Un cuiseur solaire facile à faire

26 pages 21 x 29,7 cm - 25 F franco

Cette brochure technique vous permettra de construire des cuiseurs-boîtes... à un prix de revient proche de zéro franc, comme il en existe des millions d'exemplaires dans le monde. Peut être réalisé avec des enfants.

• Construire et utiliser une cuisinière solaire

22 pages 21 x 29,7 cm - 25 F franco

Cette brochure technique vous permettra de construire une véritable cuisinière solaire... à un prix plus élevé mais avec des performances beaucoup plus élevées.

• Séphastoche, mon premier cuiseur solaire

22 pages 21 x 29,7 cm - 25 F franco

Le plus simple des cuiseurs... Spécial pour les enfants. Un cuiseur qui nécessite seulement un vieux carton et quelques ustensiles.

Bon de commande page 39

(6) Société anonyme à responsabilité limitée.

(7) Voir les modes de financement alternatifs dans le hors-série "Les métiers de l'écologie", page 102 et suivantes.

(8) Société anonyme coopérative de production, la forme SCOP permet aux salariés d'être les décideurs au sein de l'entreprise.

(9) La NEF, Nouvelle économie fraternelle, voir les modes de financement alternatifs dans le hors-série "Les métiers de l'écologie", page 102 et suivantes...

PARIS DAKAR : PAS D'ACCORD

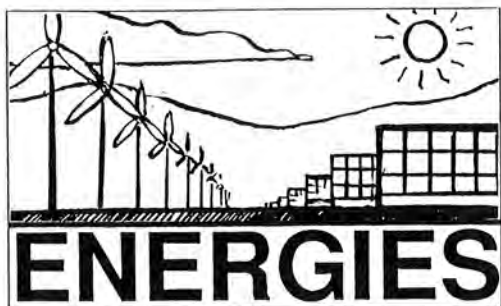
Hors-série n°2 de la revue Silence

Au sommaire :

L'histoire d'une course. Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Débats dans les médias. Personnalités. Réactions officielles. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ?
Rédaction :
Michel Bernard
J.M. Fardeau et
B. Delpeuch.

Bon de commande
page 39





SUISSE : MAISON SOLAIRE AUTONOME

Depuis deux ans, le laboratoire fédéral d'essai des

SCENARIO DETENTE EN BANDE DESSINEE

Dans notre numéro 160, nous avons présenté le scénario "Détente" pour une sortie du nucléaire. Afin de populariser cette étude, une bande dessinée en a été tirée. Sous le titre "Le nucléaire détrôné", cette brochure de 36 pages présente les arguments économiques concernant le nucléaire, ce qui se passerait en cas d'accident et une vingtaine de fiches techniques sur les méthodes utilisables pour sortir du nucléaire : lampes économiques, co-génération, énergies renouvelables, etc... La réalisation en revient à Antoine Bonduelle de l'INESTENE, le livre est préfacé par Hélène Crié, journaliste et co-auteur de "Tchernobyl sur Seine". On peut obtenir ce livre contre 30 F (+ 11,50 F de port) auprès de Silence. Des tarifs pour les achats groupés sont possibles auprès de l'INESTENE (Danielle Banneyx au (1) 45 65 08 08).



matériaux de Zürich étudie le comportement énergétique de cinq maisons et deux appartements construits avec les meilleures normes d'isolation possibles. Dans un canton où l'apport solaire reste faible, les résultats sont encourageants : le système d'isolation, des échangeurs d'air évitant une trop grande aération (l'air qui entre est préchauffé par l'air qui sort) et des capteurs solaires avec un stockage tampon de 20 m³ d'eau, permettent une économie de 80 % par rapport à une maison conventionnelle. Un complément bois est assuré pour les jours de grands froids : la consommation n'est que de 250 kilos par an ! (source "Domaine Public" du 21 avril 1994)

AUTOMOBILE, EMPLOI ET ENERGIE

Le gouvernement français offre une prime de 5000 F à toute personne qui remplace un véhicule de plus de dix ans par un véhicule neuf. Cette mesure est destinée à relancer la production automobile. Pourtant les conséquences en terme d'emplois vont être négatives comme l'indique une étude réalisée par l'Institut Suisse sur la Durée qui dans la revue "J'achète mieux" indique : "Supposons qu'après dix ans, au lieu de jeter votre voiture, vous la faites remettre en état. Si l'on compare la remise en état avec la fabrication d'un véhicule neuf, on assiste à une augmentation de la main d'œuvre utilisée de 56 % (calculée par année d'utilisation de la voiture) de même qu'à une diminution de la consommation d'énergie de 42 %. Le gain est donc très net".

Ainsi, cette prime de 5000 F n'améliorera pas l'emploi mais le dégradera. Par ailleurs, une incitation à la

réparation des objets durables, véritable alternative à cette prime, aurait permis de répondre à la dévitalisation de certaines régions françaises (mise en relief par le récent débat national sur l'Aménagement du territoire mené par le Ministre de l'Intérieur), comme le met en évidence la suite de cet entretien :

"Ensuite, nous avons constaté que le fait de prolonger

la durée de vie d'un produit permet de substituer la production centralisée par des services décentralisés. Donc au lieu d'avoir une usine centralisée (souvent en Allemagne ou au Japon), vous aurez dans les petits villages ou villes suisses, des ateliers d'entretien susceptibles d'engager de la main d'œuvre".

(source : Association Vivre sans Malville, Lausanne)

SEPTEMBRE 93 : MISE EN SERVICE DE LA CENTRALE ÉOLIENNE DE PORT-LA-NOUVELLE

Installation de la nacelle (17 tonnes) (photo 1), puis des pales (photo 2), soit au total 4 x 500 kW soit un 500ème de réacteur nucléaire (photo 3)(photos Tramontana Paris)





NUCLEAIRE

EST : AMPOULES ECONOMES OU REACTEURS ?

Les communiqués alarmistes sur Tchernobyl et la vétusté du parc nucléaire de l'ex-empire soviétique sont diffusés en France par EDF. Pourquoi ? Parce que notre "fée électricité" espère vendre de nouveaux réacteurs à l'Est en forçant au plus vite la fermeture des réacteurs existants. Il existe pourtant des moyens beaucoup plus sûrs de mettre fin à la menace nucléaire. Ainsi, selon une étude du laboratoire Lawrence Berkeley de Californie, le simple remplacement des 600 millions d'ampoules actuellement utilisées à l'Est par des ampoules économes permettrait de fermer 40 réacteurs ! (source Courrier du Hérisson, mai 1994)

GRANDE-BRETAGNE : FIN DE LA SURGENERATION

Le 30 mars 1994, le seul sur-générateur britannique, Dounray, a été fermé défini-

tivement. Couplé au réseau en 1975, il aura eu un rendement cumulé de 17,69 %. Le démantèlement durera des dizaines d'années. Il ne reste donc plus en Europe que deux surgénérateurs : Phénix (300 MW dans le Gard) à l'arrêt depuis 1989 et Superphénix (1200 MW dans l'Isère) à l'arrêt depuis 1990.

LA HAGUE : FEU VERT POUR L'EXTENSION !

Le 4 mai, le gouvernement a donné son feu vert pour le démarrage de UP2-800, une usine d'extraction du plutonium qui devait initialement fournir du plutonium aux 20 surgénérateurs prévus pour l'an 2000. Aujourd'hui, la France ne compte qu'un surgénérateur de taille industrielle (Superphénix à Malville). En fait, ce nouvel atelier de l'usine de retraitement du combustible irradié devrait servir à retraiter des déchets étrangers (principalement japonais) et le gouvernement espère dégager ainsi des ressources financières. Cette décision augure mal du futur débat sur l'énergie, toujours promis et jamais tenu.

TOULOUSE : SARCOPHAGE CONTRE POLLUTION MENTALE

Du 16 mars au 22 avril, la SFEN, société française d'énergie nucléaire organisait une exposition ayant pour titre "lumière d'atomes" au centre commercial

Leclerc de Blagnac, près de Toulouse. Cette société est financée par les nucléocrates pour "sensibiliser" le public. Le 26 mars, les Amis de la Terre et Planète en Danger, deux associations toulousaines, sont intervenues dans le centre commercial : une trentaine de personnes en tenue de pro-

CONSOMMATION D'ELECTRICITE PAR HABITANT ET NUCLEAIRE

Les Norvégiens consomment plus de 25 000 kWh par an et par habitant... L'électricité est entièrement d'origine hydraulique. Le Canada est le deuxième pays le plus consommateur avec plus de 18 000 kWh... et également essentiellement d'origine hydraulique. La Suède prend la troisième place avec plus de 17 000 kWh... et elle a décidé de renoncer à renouveler ses réacteurs nucléaires. Le Luxembourg avec plus de 13 000 kWh importe pour une grande part son électricité. Les Etats-Unis avec plus de 12 000 kWh ont abandonné leur programme nucléaire depuis 1979 et misent maintenant sur la maîtrise de l'énergie. Cela porte ses fruits puisque les Etats-Unis ont longtemps été en tête de la consommation électrique. La Suisse avec plus de 8000 kWh a voté un moratoire sur son industrie nucléaire et s'engage dans la maîtrise de l'énergie. Viennent ensuite le Japon et la France tous les deux à 7000 kWh. Ces deux pays misent toujours sur le nucléaire. L'Autriche et le Danemark viennent ensuite, avec 6700 kWh : ces deux pays n'ont aucune centrale nucléaire. L'Allemagne est au même niveau et la gauche et la droite promet actuellement la mise en place d'une politique énergétique de sortie du nucléaire. La Grande Bretagne, avec un peu moins de 6000 kWh, vient de stopper son programme nucléaire... Comme on le voit, tous les gouvernements des gros consommateurs d'énergie sont des inconséquents : tous ont choisi le retour à la bougie ! Bientôt seuls les Français et les Japonais, fiers de leurs centrales et de leurs surgénérateurs, pourront continuer à s'éclairer avec des ampoules électriques. A moins qu'ils ne disparaissent dans un accident majeur.

ENERGIES RENOUVELABLES

Hors-série n°4 de Silence - 2ème édition réactualisée

Sans nucléaire, point de salut ? En France, il est possible de développer les énergies renouvelables et d'éviter ainsi, de remplacer les centrales nucléaires qui arriveront en fin de course d'ici quelques années.

Au sommaire : le bois, le biogaz, les éoliennes, le mur Trombe, le plancher solaire direct, les séchoirs, la maison bioclimatique, les photopiles, les voitures solaires, la cuisson solaire...

Rédaction coordonnée par Michel Bernard, 56 pages, 30 F (+10 F de port)
Nombreuses illustrations

Bon de commande page 39



tection sont intervenues dans le magasin avec un compteur geiger pour vérifier la radioactivité des aliments dénonçant "la pollution mentale dont a été victime le supermarché". La réaction du public a été très passive. Une deuxième action a eu lieu le 22 avril avec la réalisation d'un mur sarcophage pour protéger le public de la "pollution mentale". La quarantaine de militants présents ont été pris à partie par le personnel et seul la présence des forces de l'ordre a permis d'éviter une bagarre. Cette exposition maintient atterrir en d'autres lieux. Pour en savoir plus : Planète en Danger, 5 rue Ste-Catherine, 31400 Toulouse, tél : 61 25 50 11.

SUPERPHENIX

APRES LA MARCHE

(1) Charlie-Hebdo s'est fortement engagé sur la marche, avec trois reportages dessinés par Tignous et la lecture d'un texte par Philippe Val à l'arrivée.

(2) Il devrait être disponible en réédition telle quelle, soit sous une version plus élaborée avec inclusion de photos. Se renseigner auprès des Européens contre Superphénix, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 28 29 22.

Attristant : c'est lors de la troisième journée de marche que l'on a compté le plus de marcheurs : 3500 pour l'entrée dans Genève ! Si à l'arrivée, on comptait plus de 1500 personnes dans les rues de Paris, le gros des troupes provenait essentiellement de la région Rhône-Alpes et des villes-étapes. On ne comptait pas plus d'un quart de Franciliens ! Des mouvements signataires de la marche - Génération Ecologie et France-Nature Environnement - n'avaient même pas une banderole ! La marche a

Comme le résume très bien un dessin de Tignous dans Charlie-Hebdo : "dur de descendre dans la rue depuis l'invention du trottoir" (1).

Une marche riche en images et en chansons

Pourtant l'organisation de la marche était sans faille. Les marcheurs ont toujours été logés, nourris, choyés par les groupes d'accueils. Les journées, malgré une première semaine pluvieuse, ont été rythmées par de multiples chansons. Beaucoup de villes-

Si près de 10 000 personnes ont marché au moins un jour contre Superphénix, la mobilisation n'a pas permis de dépasser le noyau dur des écologistes antinucléaires. Par contre, celui-ci aura été redynamisé.

(3) La Banque de France a porté plainte pour "faux-monnayage" assurant ainsi une bonne publicité à la marche. Génération Ecologie a menacé de se retirer du collectif si celui-ci continuait à faire des actions illégales !

révélé une puissante déformation du mouvement d'opposition à Superphénix : si les sondages donnent l'opinion comme majoritairement opposée à Superphénix, si les associations (environ 300) ont rejoint les Européens contre Superphénix, si les dons arrivent régulièrement (près d'un million de francs collectés en un an), il semble que peu de personnes soient suffisamment motivées pour aller manifester !

étapes ont su marquer le passage de la marche d'une action originale : théâtre d'improvisation à Belfort, concert de rock à Genève, théâtre de rue devant la préfecture de Chambéry, fanfare à Beauvais, 24 heures sans nucléaire à Rouen, remise d'une maquette de Superphénix au Centre d'Art et de Plaisanterie de Montbéliard, remise d'un couvercle non fissuré au directeur de la centrale de Fessen-

heim, lâcher de ballons à Nogent-sur-Seine, multiples explosions au sodium, die-iff (simulation de mort) à Paris... Le tout était relayé par un quotidien de quatre pages qui s'est vendu en moyenne à 400 exemplaires sur les bords de la marche et qui était faxé à une centaine de journalistes et aux ministères (2). En résumé, on a pu retrouver tout le sens du spectacle cher à Greenpeace, mais malheureusement avec un nombre d'acteurs insuffisant pour faire céder le gouvernement.

Des contacts dans tous les sens

Sur la marche, plus de 100 000 tracts ont été distribués ainsi que plusieurs dizaines de milliers de faux billets de 100 francs sur lesquels étaient imprimés les phrases suivantes : "Superphénix coûte 100 F toutes les cinq secondes" et "Ne pourrions-nous rien faire de mieux avec cet argent ?" (3). Quelques jours avant l'arrivée, une action symbolique avait lieu à Beaubourg : 20 000 billets étaient jetés du toit sur le public, symbolisant le gaspillage d'une journée de Superphénix. Environ 8000 cartes supplémentaires ont été signées qui s'ajoutent aux 200 000 cartes déjà diffusées par les associations (4). Plus d'une centaine d'élus locaux ont signé et marché le temps d'une étape.

Parallèlement à la marche, une équipe diplomatique a rencontré des élus de tout bord ainsi que des représentants d'une vingtaine de préfectures. A Cergy-Pontoise, le groupe d'accueil avait même prévu un rendez-vous avec le président de l'université, l'occasion de débattre sur les choix de recherches.

Toutes ces rencontres ont un point commun : en privé, du RPR au PC, personne ne défend Superphénix. Par contre à part les Verts, Génération Ecologie et quelques élus PS, presque personne n'ose prendre position publiquement. Parmi les rencontres de l'équipe diplomatique : Charles Million, président de la région Rhône-Alpes et président du grou-



500 personnes au départ : pour la première étape, la grêle était au rendez-vous ! (photo Vincent Fristot)

pe UDF à l'Assemblée nationale qui a affirmé ne pas avoir changé d'opinion ("contre, à titre personnel"), et Gérard Longuet, président de la région Lorraine et ministre de l'Industrie qui a affirmé qu'une décision concernant Superphénix ne serait pas prise avant l'automne. Par contre Michel Barnier et Bernard Bosson, élus rhonalpains, et ministres concernés, se sont fait représenter lors du passage de la marche. Même attitude courageuse pour d'autres ténors de la politique : Michel Rocard, averti trop tard, n'a pu recevoir la marche, Jean-Pierre Chevènement était vraiment désolé d'être retenu ailleurs... Et Edouard Balladur est toujours très pris.

Les Garetta du nucléaire

La surprise la plus importante est toutefois venue de Matignon. Une délégation accompagnée de plus de 50 000 cartes a été reçue deux jours avant l'arrivée de la marche à Paris par Thierry de Mazincourt, délégué pour les questions d'industrie, de recherche et d'environnement auprès du premier ministre. Cet ancien inspecteur de

la sûreté nucléaire a en effet fait la preuve de son incompétence sur le dossier. Interrogé par Jean-Luc Thierry de Greenpeace, Vincent Fristot de la FRAPNA (fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) et par Thierry Girardot (Comité Malville de Lyon), il est très vite apparu que le gouvernement s'en remettait entièrement aux conseils d'EDF...

Si vous voulez de l'info sur Superphénix, mieux vaut s'adresser à Greenpeace qu'à Matignon !

Cette incompétence pose une nouvelle fois la question de la démocratie : qui dirige en France ? EDF ou Balladur ? A l'évidence, pour le dossier Superphénix, c'est EDF. Interrogé sur cet "Etat dans l'Etat", les nombreux députés rencontrés en route ont admis qu'il était regrettable que de tels dossiers ne passent pas devant l'Assemblée Nationale.

Demain en cas d'accident, qui décidera ? Balladur ou EDF ? Qui paiera ? EDF ou les contribuables ? Avec ces centaines de rencontres, la marche aura permis de poser des questions dans les milieux les plus divers.

Remobilisation antinucléaire

Si la marche n'a pas réussi le pari de mobiliser au delà du cercle des opposants traditionnels, elle aura toutefois eu un effet non-négligeable sur l'avenir de la lutte anti-nucléaire. Ainsi, à Bar-le-Duc, le groupe d'accueil, très mobilisé par le projet de nouvelle centrale nucléaire dans la Meuse, en a profité pour tester le public. Résultat : 750 personnes marchant sur le slogan "ni centrales, ni déchets, ni ici, ni ailleurs" et un die-in spectaculaire pour une ville de seulement 20 000 habitants. Les organisateurs ont été les premiers surpris : il y avait même des élus locaux dans la marche et le maire de Bar-le-Duc a signé la carte tout comme celui de St-Dizier, la ville voisine aussi menacée par les déchets.

Autre exemple : à Nogent-sur-Seine, le Comité Stop-Nogent a profité de la marche pour renouveler un lâcher de ballons avec une carte-postale accrochée sous chaque ballon demandant d'indiquer où le ballon a été retrouvé. La bonne couverture médiatique de l'action a permis de récupérer trois

(4) Une troisième série de cartes postales va être lancée d'ici la fin mai reprenant l'affiche de la marche... avec comme objectif d'atteindre les 300 000 exemplaires. Vous pouvez donc toujours faire signer autour de vous.

fois plus de cartes que l'opération précédente.

Partout, la couverture par les médias locaux a été excellente (sauf pour l'Est-Républicain !) et a donc permis de répercuter les raisons de la marche dans tous les foyers des 30 départements traversés.

Autre résultat positif : lorsque des collectifs d'accueil se sont formés, la bonne ambiance a permis une dynamique locale importante et l'arrivée de nombreux nouveaux militants.

Du côté des marcheurs, 9 auront fait toute la marche, une trentaine plus d'une semaine, plus de 200 plus d'un jour. Le tout dans une très bonne ambiance (la qualité de la nourriture y était certainement pour quelque chose !). Si au départ, seules quelques personnes parlaient, à la fin, la plupart étaient capables de prendre la parole... De quoi démultiplier l'action dans les mois qui viennent (5).

Poursuite de la campagne

Si l'on compare l'impact de cette marche avec celle de 1982,

deux différences notables sont à relever. Tout d'abord le nombre de contacts politiques et le relais médiatique sont sans commune mesure: le dossier du nucléaire est devenu un sujet brûlant. D'autre part, les réactions du public sur le bord de la route ont fondamentalement changé. En 1982, il y avait trois types de réactions : beaucoup d'hostiles (donc pro-nucléaires), beaucoup de sympathiques (donc anti-nucléaires) et aussi pas mal d'indifférents. Aujourd'hui, la catégorie des hostiles a presque disparu... à part des personnes travaillant directement dans le nucléaire. Il y a plus de sympathie, moins d'indifférents. Une nouvelle catégorie est apparue : celle des personnes convaincues que le nucléaire est mauvais (conséquence probable de Tchernobyl) mais qui ne croient pas que l'on puisse s'en passer et qui aimeraient bien trouver une "sortie du nucléaire".

Si les politiques font la différence entre Superphénix et le reste du nucléaire, le public a bien du mal à s'y retrouver. Beaucoup de journalistes se sont trompés



dans leurs articles en indiquant, par exemple, que Superphénix avait déjà redémarré.

Pour une nouvelle campagne, il est indispensable de vulgariser encore plus le message (et pour ça le billet de banque est un succès !) et il est indispensable de faire encore plus le lien avec les scénarios de sortie du nucléaire.

Avec un fichier de près de 50 000 personnes, les Européens contre Superphénix sont armés pour l'avenir !

Michel BERNARD

(5) Les marcheurs ont déjà décidé de se réunir entre eux pour faire leur propre bilan et pourquoi pas proposer d'autres actions.

Les liasses de billets jetées du haut de Beaubourg. *Chaque jour qui passe, nous jetons cette somme d'argent : 2 millions de francs. Et cela dure déjà depuis 1500 jours !*





ALLEMAGNE : OKO 94

La 16ème foire environnementale organisée par le BUND (Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland) aura lieu du 23 au 27 juin 1994 au Parc des expositions de Freiburg/Breisgau en Allemagne. Au fil des années, la foire Oko est devenue la plus grande foire environnementale d'Europe en accueillant pas moins de 50 000 visiteurs par an. Près de 400 entreprises, artisans, instituts de recherche et association sont attendus et plus de 100 conférences sur des thèmes variés sont proposées. Pour plus de renseignements, vous pouvez contacter Alsace-Nature, 17 rue du général Zimmer 6700 Strasbourg. Tél. 88 37 07 58 - Fax 88 25 52 66.

PARIS : SALON DU LIVRE LIBERTAIRE

Du 3 au 5 juin se tiendra à Paris un salon du livre libertaire avec des débats sur *Sida et société* (avec Maryse Véron, le vendredi 3 à 20 h), *La CGT et le PS de 1904 à 1914* (avec J-Pierre Hiron, le samedi 4 à 14 h 30), *Le nouvel ordre mondial* (avec R. Berthier, le samedi 4 à 16 h 30), *Le nucléaire* (avec R. Belbéoch, le dimanche 5 à 15 h). Renseignements : *Des libertaires éditent*, 20 av. Weber, 93500 Pantin.

PARIS : ENTREZ DANS LE RESEAU VERT...

Le 14 avril dernier l'association Réseau vert a écrit au Maire de Paris, Jacques Chirac, pour lui demander de lancer des études visant à la création d'un réseau vert dans Paris afin que les bonnes intentions manifestées notamment par le Conseil régional d'Ile-de-France se traduisent dans la

réalité... L'association prépare également pour le 4 juin une grande manifestation cycliste. Pour en savoir plus : Réseau vert, 114 rue du Château, 75014 Paris.

LOIRE-ATLANTIQUE : L'UNIVERSITE D'ETE DE POLITIS...

La seconde université d'été organisée par la revue *Politis* se déroulera les 1er, 2 et 3 juillet 1994 à Saint-Nazaire. « *Le fil conducteur est de réfléchir sur les nouvelles formes d'engagement et de militantisme, sur les mouvements sociaux qui naissent, disparaissent et renaisent, et sur les formes qu'ils prennent.* » Pour recevoir le programme complet et s'inscrire, s'adresser à Lucile Jouvin, *Politis, la revue*, 2 B rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil.

CALVADOS : FLORALIES DE LA PAIX ET AGRICULTURE BIO...

Désirant participer à la manifestation des *Floralies de la paix* organisée à

Caen, le GRAB (Groupeement régional d'agriculture biologique de Basse-Normandie) organise le week-end de l'agriculture biologique du vendredi 17 au dimanche 19 juin sur le site dit de "La colline aux oiseaux". Une occasion d'échange, de rencontre entre consommateurs et producteurs...

Contact : GRAB, 6 promenade Mme de Sévigné, 14050 Caen Cedex. Tél. 31 70 25 73 - Fax 31 70 25 70.

SUD-OUEST : RENCONTRES DE L'ÉCONOMIE ALTERNATIVE ET SOLIDAIRE

Les premières rencontres de l'économie alternative et solidaire dans le Sud-Ouest se dérouleront les 4 et 5 juin aux Bains de Scours (64 Sévignac Meyracq).

Ouvertes à toutes celles et tous ceux qui ont une activité économique alternative déjà existante ou qui ont un projet alternatif à présenter, elles ont pour but de trouver

des réponses aux questions pratiques rencontrées dans la création ou le développement de telles activités et pour la mise en place d'un réseau régional solidaire. Le dossier d'inscription est à demander auprès de *Sud-Ouest alternatives*, Utovie, 40320 Bats

LOZERE : VIVRE L'ÉCOLOGIE EN CEVENNES

La fête de Nature et Progrès Lozère "Vivre l'écologie en Cévennes" aura lieu le dimanche 24 juillet, à Saint-Etienne Vallée Française. Elle accueillera un marché de produits biologiques, des animaux d'élevage, des artisans, des stands associatifs avec un effort spécial pour la promotion des énergies solaires et renouvelables et pour l'information sur les dangers du nucléaire. Programme complet : Christian Emery, Les Avelacs, 48330 Saint-Etienne V.F. tél : 66 45 71 48.

HAUTE-VIENNE : FOIRE BIO

Le groupement des agrobiologistes du Limousin organise sa première fête de l'agriculture biologique le samedi 11 juin, place de la République à Limoges. Programme à demander à : GABLM, maison de l'agriculture, 32 avenue du Général Leclerc, 87065 Limoges cédex, tél : 55 79 89 25.

**NUCLÉAIRE ?
NON MERCI !**

Un livre collectif réalisé par les groupes antinucléaires

Le nucléaire, ce n'est pas seulement le réacteur ou le projet de décharge à côté de chez soi. C'est avant tout un choix de société qui implique de nombreuses contraintes. L'histoire de l'énergie nucléaire et ses effets aujourd'hui nous rappelle la nécessité de stopper au plus vite le programme nucléaire français.

Rédaction coordonnée par Henry Chevallier, avec la collaboration de plusieurs associations : Réseau Uranium, GRANIT, Stop Melox, GSIEN, CRII-Rad, CDRPC, INESTENE... Il peut servir de base pour tous les militants.

190 pages demi-format, 75 F + 15 F de port.

Bon de commande en page 39



LES IMPORTATIONS DE DECHETS EN FRANCE

"Eliminer" ses déchets !
Le verbe éliminer vient du latin *ex* qui signifie "en-dehors de" et *limes* qui signifie "la frontière". Éliminer veut donc dire se débarrasser hors

fouies après qu'une partie des produits se soient envolés dans l'air. Rares sont les opérations de recyclage, et celui-ci reste de toute manière extrêmement partiel. Et pour cause : si en chimie, on peut

Parce que la France applique une politique de traitement des déchets plus laxistes que certains de ces voisins, elle est en train de devenir la poubelle des pays industrialisés.

de soi, de-là à comprendre hors de ses frontières, il n'y a qu'un pas que de nombreux industriels ont franchi.

Greenpeace a décidé de mener une enquête systématique sur les importations de déchets en France. Il ne s'agit plus de s'attaquer aux stockages illégaux, mais de regarder déjà ce qui est fait de manière légale.

Car il ne faut pas rêver, tous les déchets importés ne disparaissent pas d'un coup de baguette magique : soit les déchets sont enfouis dans le sol, soit ils sont incinérés, les cendres terminant en-

revenir au point de départ d'un produit, les lois de la thermodynamique sont là pour rappeler que cela coûterait beaucoup plus cher que pour produire le déchet. L'utilisation d'un produit quel qu'il soit, conduit toujours à la production d'un déchet, sauf si la source d'énergie est uniquement renouvelable (le soleil ou ses dérivés, le vent, l'eau, le bois).

Les déchets les plus toxiques se retrouvent après traitement... dans les filtres des incinérateurs ! Et les filtres s'accumulent dans les décharges de classe 1 qui sont aujourd'hui saturées. Pour

masquer cette impuissance à détruire les déchets, les industriels ont créé un vocabulaire rassurant : on parle de recyclage thermique pour l'incinération partielle ou d'enfouissement technique lorsqu'il ne s'agit que de faire un trou.

L'analyse des autorisations légales des importations en France donne des résultats pour le moins étonnant : les États-Unis se débarrasse chez nous de ses cendres au cadmium, le Japon de ses produits contaminés à l'arsenic, la Suède de terre contaminées au mercure, les déchets hospitaliers allemands finissent dans la région bordelaise ou sont brûlés en Moselle mélangés à de la sciure, la Moselle étant la première décharge pour l'Allemagne.

À nom d'on ne sait quel réalisme économique, les industriels français multiplient tout à fait légalement les contrats de "retraitement" des déchets et nos sous-sols s'enrichissent de toute la gamme des métaux lourds et autres produits toxiques possibles.

L'enquête de *Greenpeace* a permis de relever un certain nombre de méthodes utilisées par les industriels pour éviter les pièges administratifs. Ainsi, comme il n'existe pas de centralisation des autorisations, cela se passant au niveau départemental, les importateurs multiplient les demandes dans plusieurs départements et profitent souvent de l'ignorance de certaines préfectures pour faire passer un projet délicat. *Greenpeace* raconte l'histoire d'un industriel qui passait en procès en Côte-d'Or pour importation illégale de traverses de chemin de fer (traitée avec des dérivés de l'arsenic) alors que ce même industriel était tout à fait en règle pour le même procédé dans l'Eure !

Deuxième dénonciation de *Greenpeace*, les déclarations d'importation ne sont pas une garantie. Ainsi à Salsigne, dans l'Aude, les mines d'or ont été fermées en avril 1990. Quatre ans plus tard, le site a été modernisé et différentes activités se sont mises en place dont la société d'exploitation de la pyrométallurgie de Salsigne, SEPS, qui s'est spécialisée dans le recyclage des produits contaminés à

l'arsenic. La nature des cargaisons importées reste floue par suite de nombreuses erreurs de traduction. Un bordereau japonais indique en anglais « boues d'anodes de plomb » et est traduit par « boues cuivreuses », en anglais il est précisé la présence d'« arséniate de cuivre », la présence d'arsenic n'apparaît pas en français...

Partout l'insuffisance de moyen de contrôle par les agents de l'Etat est criant. Les DRIRE, direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, reconnaissent sans difficulté le problème : il y a en France 550 inspecteurs pour 500 000 installations industrielles à risque ! Sous couvert de déclarations plus ou moins erronées, les industriels peuvent espérer passer à travers le contrôle. Greenpeace a ainsi relevé que l'usine Metaleurop à Noyelles-Godault, dans le Pas-de-Calais, spécialisée dans le "retraitement" des métaux non-ferreux, rejette chaque jour dans la nature 16 kg de plomb, 50 g de mercure, 5 kg de cadmium. Elle traite des déchets venant d'Allemagne, de Suisse ou des Etats-Unis, trois pays où tels rejets conduirait immédiatement à la fermeture de l'usine.

Enfin, la loi est totalement laxiste : l'industriel ne doit que "notifier" à la préfecture ce qu'il importe, libre ensuite à la préfecture de vérifier. Tout au plus, les préfectures de certains départements, noyés sous les "notifications" se contentent de faire des statistiques d'importation. Des statistiques qui donnent des résultats surprenant : en région Rhône-Alpes, elles font ressortir que sur



En 1991 et 1992, l'Allemagne a livré en Albanie sous forme de "convois humanitaires" des pesticides avariés et interdits en Europe. 480 tonnes au moins sont parties ainsi. Le 4 mars, Greenpeace a récupéré 10 tonnes de ces produits et après vérification, les a ramenés en Allemagne. (photos Greenpeace)

les 90 000 tonnes de déchets toxiques mises chaque année en décharge de classe 1, la DRIRE ignore la destination de la moitié du tonnage !

La solution : un autre mode de consommation

Les industriels demandent évidemment à pouvoir poursuivre ce petit jeu dangereux. Sous la pression des groupes écologistes, l'Etat ou l'Union européenne renforcent bien la législation existante... mais cela ne fait qu'augmenter les contrôles et ne diminue en rien les quantités enfouies et les pollutions de l'air. Ces contrôles sont payés par le contribuable indirectement et le rapport n'est pas fait avec la consommation des produits.

La manière la plus simple de limiter la fuite en avant est déjà d'obtenir l'interdiction du commerce des déchets (vers la France, mais aussi vers les pays de l'Est ou les pays du Sud). La deuxième solution consisterait à informer régulièrement les consommateurs (par étiquette) des conséquences de leur consommation : toute consommation polluée ! Ainsi la publicité devrait inciter à ne pas acheter et non l'inverse !

Francis VERGIER

Pour en savoir plus : *Inventaire des importations de déchets en France, La France, poubelle des pays industrialisés*, Greenpeace, Paris, mars 1994, tél : (1) 47 70 46 89.

Incinérateurs et décharges

Le discours officiel nous annonce la fermeture des décharges... en les remplaçant par des incinérateurs. Mais un incinérateur ne détruit pas les déchets, il en modifie l'aspect. Après combustion, on se retrouve avec des cendres (un tiers du volume initial) et des filtres extrêmement toxiques. Le reste étant partie en fumée se répandre n'importe où, en particulier dans nos poumons, sur nos cultures bio... La seule solution aux déchets, c'est de ne pas en produire !



ENVIRONNEMENT

RUSSIE : ACTION CONTRE UN COMPLEXE METALLURGIQUE

Le complexe métallurgique de Tcherepovets rejette chaque année dans l'atmosphère plus de 500 000 tonnes de matières nocives, déverse plus de 60 millions de litres d'eaux polluées dans le bassin de la Volga et depuis les années 50 a accumulé sur place plus de 5 millions de tonnes de déchets dangereux. Située au Nord de la Russie, la ville de Tcherepovets, 300 000 habitants, présente un taux de maladie de 1,5 à 3 fois plus élevé que la moyenne russe et l'espérance de vie est de 59 ans. La mortalité infantile s'envole.

Comme plus de la moitié de la population travaille dans cette usine, les pouvoirs locaux lui sont soumis. Pour protester contre cette pollution monstre, le groupe d'action écologique de Tcherepovets a décidé de mener une campagne permanente. Celle-ci a été lancée par un camp de protestation installé durant l'été 93. A partir de ce camp, différentes actions ont été menées comme l'enfermement du directeur de l'usine dans son bureau, une grève de la faim menée au sommet d'une cheminée de 70 m. Les habitants de la ville ont apporté un certain soutien à l'action et le gouvernement a demandé à l'usine de présenter un plan de reconstruction conforme aux normes en vigueur... mais sous prétexte de difficultés économiques, la direction n'a pas mis en application les plans proposés. Le coup d'Etat d'octobre 93 a fortement diminué le pouvoir des instances locales et pour le moment, l'usine continue à polluer en toute impunité. Pour obtenir la mise en application de

ce plan, un nouveau camp d'été est prévu pour l'été 94 et un appel international est lancé pour participer à des actions sur place. Pour en savoir plus : Martial, Emission Zoom Ecologique, Fréquence Paris-Plurielle 106.3, 129 av. du Président-Wilson, 93210 La Plaine Saint-Denis.

Parc national de la Vanoise, coupant le plus vaste espace protégé européen Vanoise-Grand Paradis. Pour que la loi ne soit pas modifiée, la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, groupe de Savoie, anime une campagne de cartes postales

L'ETINCELLE : 50 JOURS EN VELO

Pour faire la promotion du meilleur moyen de transport, le Mouvement de défense de la bicyclette organise son propre tour de France cycliste du 14 juin au 31 juillet. Départ de Paris (14 juin), en direction de Reims (16 juin), Charleville (18 juin), Nancy (22 juin), Strasbourg (25 juin), Bâle (28 juin), Genève (30 juin), Grenoble (3 juillet), Le Puy (8 juillet), Millau (14 juillet), Agen (18 juillet), Vallée d'Aspe (23 juillet), Bordeaux (29 juillet). Tout ne s'effectue pas en vélo mais des transferts sont faits en train. L'Étincelle doit non seulement faire la promotion de modes de transports économes en énergie et peu encombrants, mais souhaite être, en plus, un lien entre les associations et les personnes qui prennent des initiatives dans le sens des alternatives à l'automobile. L'Étincelle a privilégié le passage dans des villes ayant des politiques de pistes cyclables (Strasbourg, Grenoble...) mais aussi des lieux symboliques d'opposition à la voiture (Vallée d'Aspe). Les étapes longues (jusqu'à 130 km) peuvent être remplacées en partie ou totalement par le train pour éviter tout caractère sportif à la chose. Pour obtenir un programme complet : MDB, 32 rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.

NON AU DEMANTELEMENT DES PARCS NATIONAUX

Dans son discours marquant le 30ème anniversaire du Parc national de la Vanoise, le ministre de l'Environnement a annoncé qu'il proposera une nouvelle loi permettant de modifier plus facilement les limites des Parcs nationaux. Concrètement, cela permettrait l'aboutissement d'un projet : étendre la station de ski de Val d'Isère vers Bonneval-sur-Arc par une remontée mécanique qui traversera le

pour le compte de France-Nature Environnement. Objectif : 100 000 cartes. Pour en commander, envoyer 2 timbres à 2,80 F à : FRAPNA 20 rue Croix d'Or, 73000 Chambéry.

VALLEE D'ASPE : CARTE PETITION

Le ROC, rassemblement des opposants à la chasse, a lancé une campagne de cartes postales adressées au ministre de l'Environnement lui rappelant qu'il est responsable de la survie

(ou non) des derniers ours des Pyrénées. Cette carte peut être demandée contre 10 F les 10 ex + enveloppe timbrée à 3,50 F au ROC, BP 261, 02106 Saint-Quentin cedex, tél : 23 62 31 37.

CHAMONIX : FESTIVAL DES SCIENCES DE LA TERRE ET DE SES HOMMES

La quatrième édition de ce festival aura lieu du 23 au 25 juin. Sur le thème des "équilibres" les conférences porteront sur "Océans, gardiens des équilibres climatiques"; "Les effets de la Lune sur l'équilibre de la Terre"; "Des solidarités dans la nature et dans la société" (Jean-Marie Pelt); "La préservation de la forêt et de ses hommes" (Bruno Manser)... Programme complet : FSTH Hôtel de Ville, BP 89, 74402 Chamonix Mont-Blanc cedex, tél : 50 53 38 24.

BOUCHES-DU-RHONE : CHANTIERS DE JEUNES

Le Centre permanent d'initiation à la forêt provençale organise du 10 au 31 juillet un chantier de jeunes pour la reconstruction d'une borie et l'aménagement des abords d'un four à pain. Un autre chantier est organisé du 23 au 29 octobre pour la remise en valeur d'une oliveraie. Renseignements : CPIFP, Chemin de Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles, tél : 42 67 06 70 ou 42 67 01 06.

RHONE : POUR UNE VILLE SANS VOITURE

Le rassemblement pour une ville sans voiture organise le 4 juin, à Lyon, une manifestation à vélo, rollers, skate et tout autre véhicule sans moteur de façon à protester contre l'envahissement de nos villes par les voitures et tout ce que ce la implique : occupation d'espace, bruit, pollution, danger de mort pour les non-automobilistes... Rassemblement à 14 h 30 devant l'entrée principale du parc de la Tête d'Or. Renseignements : Rassemblement pour une ville sans voiture, 20 rue Cavenne, 69007 Lyon, tél : 72 07 08 91.



AFRIQUE DU SUD : NELSON MANDELA PRESIDENT

L'Apartheid est mort après une période de domination des Noirs par les Blancs qui aura duré 342 ans. L'ANC. Le parti de Nelson Mandela a recueilli plus de 62 % des voix. Ce tournant dans l'histoire du pays est le résultat de la lutte incessante de la majorité noire mais aussi de nombreuses pressions internationales qui se sont traduites pendant les années 70 et 80 par un boycott du commerce avec l'Afrique du Sud. Le profil non-violent adopté par Nelson Mandela depuis sa libération va devoir maintenant se traduire dans sa politique : si c'est le premier président Noir, c'est aussi la première démocratie pour ce pays.

RWANDA : MITTERRAND COMPLICE

Sur les 21 pays africains francophones, presque tous sont des dictatures maintenues en place par l'aide du gouvernement français. Dans le cas du Rwanda, l'ancien président M. Habyarimana était un ami de François Mitterrand, ce qui explique sans doute que l'achat, en 1992, de 6 millions de dollars d'armes égyptiennes, ait été garanti par le Crédit Lyonnais. Aujourd'hui, ces armes servent à la minorité Hutus

**Vous faites des photos ?
Envoyez-les nous !
Pour chaque photo
publiée, vous pouvez
offrir un abonnement
de six mois gratuit à
un(e) de vos ami(e)s.**

pour résister à la majorité Tutsis. (source Courrier International du 21 avril 94)

EST : RETOUR DES COMMUNISTES

Avec la chute du mur de Berlin en 1989, les écologistes ont espéré un instant que pourrait apparaître une troisième voix entre un communisme usé et un libéralisme destructeur de la personne humaine. Il n'en a rien été : en manque de consommation, les européens de l'Est se sont jetés à fond dans la société libérale. Ils en paient aujourd'hui le prix fort : la richesse pour quelques uns, la pauvreté pour les autres.

Vont-ils alors chercher une nouvelle voie ? Fatalistes, ils revotent communistes sans chercher une autre voie. Après le retour des communistes au pouvoir en Pologne, c'est au tour de la Hongrie de virer au rouge. En Roumanie, les communistes n'ont jamais abandonné le pouvoir. En Russie, ils sont toujours très profondément implantés dans l'armée. Seule exception : la République Tchèque où le libéralisme, fortement aidé par les pays de l'Ouest, connaît pour le moment un relatif succès.

POUR LA PAIX CIVILE EN ALGERIE

- Pour l'arrêt des violences politiques et pour le respect des droits de l'homme,
- Pour l'octroi d'un titre de séjour provisoire dans chaque pays européen aux Algériens fuyant les violences,
- Pour l'annulation de la dette publique de l'Algérie envers la CEE. Tels sont les trois points d'une pétition actuellement diffusée par le CISIA et que l'on peut se procurer au 105 bd Raspail, 75006 Paris.

LA LIBERTE DE CIRCULER

un livre de Colin Ward

préface René Dumont, postface Robert Joumart

Colin Ward montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Comment la route a détrôné le rail. Il développe ensuite les alternatives possibles.

Bon de commande
page 39



VERTS : LISTE OUVERTE

Alors que Génération Ecologie est décapitée par le départ de Noël Mamère, le numéro 2 du mouvement, sur la liste de Bernard Tapie, les Verts ont su éviter le pire en constituant une liste "union des écologistes pour l'Europe" où malgré l'absence d'Antoine Waechter, les écologistes retrouveront l'essentiel des porte-parole de l'écologie de ces vingt dernières années. Cette liste menée par **Marie-Anne Isler-Béguin** accueille parmi les personnalités extérieures **Jacqueline Faucher** (3ème), présidente de la SPA, et **Roger Winterhalter** (6ème), maire de Lutterbach, représentant de l'AREV, alternative rouge et verte. On retrouve dans les dernières positions **René Dumont** (87ème) aux côtés de **Marie-Christine Blandin** (81ème), la présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, et de **Dominique Voynet** (86ème). On note la présence de sept anciens membres de Génération Ecologie dont **Philippe Bodard** (4ème), membre du bureau national de GE. **Simone de Bollardièrè** (85ème), **Solange Fernex** (79ème) et **Jean-Marie Müller** (82ème) représenteront les mouvements non-violents. **Louissette Mayereau** (23ème) représentera la lutte contre le tunnel du Somport. **Marguerite-Marie Dinguirard** (7ème)(Malville), **Didier Anger** (8ème)(La Hague) et **Monique Séné** (présidente du GSIEN - 69ème) représenteront les antinucléaires, **Marie-Hélène Soubry** (9ème) et **Pierre Didier Tchétché-Apa** (12ème) les mouvements antiracistes. On notera également la présence d'un directeur d'école Montessori (**Gérard Blanc**, 22ème), d'une représentante des comités de soutien aux Kurdes (**Maryse Lachet** 29ème). Un regret : les régionalistes ont décidé de tenter leur chance indépendamment des écologistes. Reste maintenant à convaincre l'électorat : la présence d'une liste Lalonde va une nouvelle fois partager les voix. Alors que comme d'habitude, la liste Lalonde était partie en tête dans les sondages, la liste des Verts remonte son handicap. Au moment de la clôture de ce numéro, elles étaient toutes les deux à 4 % des voix. Rappelons qu'à moins de 5 %, il n'y a pas d'élus.

JEUNES, CIP, ETC...

SOUS LE MAC-DO, LA GALERE

En France, la décennie a commencé par les étés chauds des Minguettes et se termine par les manifestations de lycéens et d'étudiants réprimées avec la brutalité que l'on sait. Partout dans le monde, avec

jeune", une bouillie faussement unificatrice servant principalement les groupes financiers et limitant terriblement l'accès à un véritable "savoir être", à un imaginaire du futur permettant de construire un avenir.

Consommateurs privilégiés, les jeunes deviennent gênants quand ils revendiquent bruyamment le droit d'exister. On peut s'interroger sur l'ampleur du malaise de cette génération confrontée à des difficultés auxquelles personne ne les a préparés.

des particularités propres à chaque situation, l'intégration sociale économique et politique des jeunes butte contre de lourdes questions qui sont autant de sentences de la part d'adultes qui ont échoué dans le passage du relais. C'est que le monde actuel n'a rien à voir avec celui que l'on connaissait il y a 30 ans. Les rituels traditionnels (communion, certificat...) qui jalonnaient l'entrée dans la vie adulte et l'encadrement par les mouvements de jeunesse, qui forgeaient le sens des échanges sociaux, ont disparu. Ils ont laissé la place à la "culture

La trentaine d'années qui a vu grandir la génération "des jeunes" a eu pour toile de fond des bouleversements tellement accélérés que le fossé entre les enfants et leurs parents est devenu béant. La modernité a introduit des facilités et des attraits dont n'a pas bénéficié la génération précédente engoncée dans le carcan d'attitudes conventionnelles. Mais en même temps, le gavage télévisuel, la surabondance d'objets et de désirs factices ont fait perdre aux jeunes la notion de frustration si importante pour la constitution de l'individu. Les pro-

grès matériels indéniables dont ils ont tous plus ou moins bien bénéficiés ont engendré paradoxalement chez eux une très grande fragilité face à des lendemains auxquels ils ne sont pas préparés. Désresponsabilisés dès leur plus jeune âge par l'invasion des médias, par un rapport de gavage avec les objets, par l'administration de sirops calmants à la moindre contrariété, les jeunes ont tous beaucoup de mal à construire des projets de vie dans lesquels ils se responsabilisent vraiment. Peut-on le leur reprocher ?

L'école, lieu d'enfermement et de docilité

A ce mal vivre, l'école contribue aussi largement. Elle aussi est complètement dépassée par ces enfants pluriels qui arrivent avec chacun sa propre histoire, sa propre demande. Elle ne sait que faire perdurer la compétition, la hiérarchie et les jugements de valeur hérités d'une époque révolue. Elle fait de la passivité une règle de conduite durement sanctionnée si elle est transgressée. Lieu d'enfermement et de docilité coupé de la réalité, elle ne permet pas aux futurs citoyens de surmonter les nombreux obstacles qui les attendent en coopérant ensemble. L'enseignement y est délivré en dehors de toute approche critique sur la société actuelle et ceci pour un raison très simple : ceux qui le dirigent ne font qu'obéir aux lois économiques de la rentabilité et du marché. L'éducation à la paix, à la coopération, à la philosophie écologique ne font pas partie de programmes surchargés de notions éparses et dispensées sans lien avec une quelconque réflexion d'ensemble.

Il n'est pas surprenant en fait qu'en sortant d'études réussies ou manquées, les jeunes aient de plus en plus de mal à trouver leurs repères et à élaborer des stratégies de vie. Qu'ils aient ou non du travail, ils aspirent tous à consommer tout et tout de suite. On comprend sans peine leur désarroi face à la montée du chômage et du Sida, non prévues dans vision très vénalisée de la vie. Que faire pour redonner aux jeunes la fierté de leur Humanité et un imaginaire collectif capable de le pousser en avant ?

L'éducation sera à l'évidence un puissant levier. La tâche est immense mais passionnante. Les transformations à opérer demandent d'abord de laisser au vestiaire l'esprit "fonctionnaire". C'est à une véritable "spiritualité" au sens originel de "souffle" qu'il faut revenir pour permettre aux enfants de devenir des habitants de la "maison". Les cultures et les manières d'être différentes doivent être enseignées y compris par des échanges réels qui permettent de situer les multitudes de réponses entre l'homme et son milieu. C'est ainsi seulement par un changement profond et radical que les adultes aideront les jeunes à prendre conscience lentement de leurs responsabilités envers eux-mêmes et envers la société toute entière.

Contrairement à ce qu'on leur laisse croire actuellement, une vie ne se résume pas à un salaire qui permet de consommer. Et de ce point de vue, ni la gauche, ni la droite, n'ont pour l'instant de projet autre pour eux. En ce sens, la formation est une condition nécessaire mais bien loin d'être suffisante. S'y ajoutent toutes les composantes psychologiques et affectives faisant d'un individu un être capable de s'assumer même dans des situations difficiles parce qu'il est convaincu qu'en tant qu'humain, il a des droits.

En fait, notre monde n'a pas trouvé pour le moment de grille de lecture lui permettant de concilier les changements inouïs intervenus dans le domaine technico-scientifique pendant ces trente dernières années et un comportement de citoyens adapté à ces changements.

Les réponses qui consistent à calmer le désarroi des jeunes par de vagues promesses sont indignes d'adultes responsables. Il faut faire avec les jeunes un état des lieux de la planète et leur montrer combien sont suicidaires les habitudes de consommation insensées entretenues par la publicité et la télévision. Qui leur a dit par exemple que les hamburgers du Mac-Do étaient autant d'hectares de forêt amazonienne arrachés ? Qui leur a dit que le meilleur des



étudiants en sciences serait employé plus tard dans les recherches militaires ? Qui leur a dit le goût d'un vrai poulet ?

Dans les domaines de l'eau, de la dépollution et de la revitalisation des sols, de l'enseignement des handicapés, des possibilités multiples d'emplois existent à condition bien entendu que des adultes soient animés d'un vrai désir de changement. Dans le domaine des échanges de jeunes au niveau international des possibilités immenses sont offertes aussi à condition, encore une fois, d'être portées par un véritable désir d'exister et de remettre en question sa vie.

Évidemment la réussite d'un tel changement ne peut se faire qu'en associant les jeunes à ce projet par le biais de l'école et en l'inscrivant dans la durée. Elle demande la mise en place progressive d'un système basé sur de petits effectifs, avec un personnel nombreux et qualifié. Il faut également l'ouverture de l'école sur la vie active par une multiplication des voyages et des expériences permettant une prise de conscience rapide de ce qu'est la planète et des devoirs de ceux qui l'habitent.

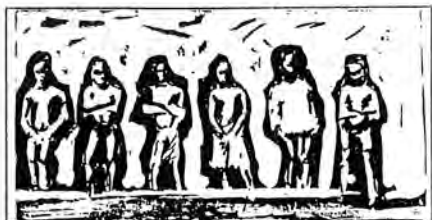
Ces mesures relèvent du simple bon sens, néanmoins elles ne seront pas forcément populaires auprès des jeunes au premier abord. Elles demandent en effet un lourd effort d'autonomie et de recherche personnelle auquel ils

ne sont plus du tout habitués, mais elles ouvrent également de nouvelles perspectives enthousiasmantes pour l'avenir et, à la longue, tout à fait rentables.

On le voit, la notion de "jeunesse" qui recouvre la classe d'âge de 15-25 ans semble avoir surtout une justification économique. Elle mérite d'être entièrement revue. En fait, c'est un carcan qui prive les intéressés de leur chances plus qu'elle ne les aide véritablement. Pour qu'ils trouvent la place unique qui est la leur dans la société, ils doivent devenir des partenaires à part entière de leurs aînés dans des stratégies multisectorielles auxquelles ils prendraient très vite goût comme ils réapprendraient vite à se nourrir correctement.

Les politiques de gauche ou de droite qui se battent la coulpe avec des airs douloureux se moquent éperdument des jeunes qui crient leur colère dans la rue. Ils ont peur d'eux parce qu'ils ne sont pas capables de leur proposer autre chose que de l'argent pour les faire taire comme on distribue un sirop calmant à un gamin qui crie. Seules des mesures lucides, pas forcément populaires, parviendront à limiter la fuite en avant. Sinon la violence va devenir une règle de conduite intégrée : "on me contraire, je casse tout". Voilà qui promet des lendemains joyeux.

Michèle DUSSAULT-DELORME



SOCIÉTÉ

CAMPAGNE POUR LE RESPECT DU DROIT AU LOGEMENT

Du 30 mai au 4 juin, dans le cadre de sa campagne pour le respect du droit au logement, la CSF (confédération syndicale des familles) organise une semaine nationale d'action autour de trois thèmes : l'accès au logement, le maintien dans les lieux et la qualité de l'habitat. CSF, 53 rue Riquet, 75019 Paris. Tél. 1/40 35 33 99

JOURNÉE D'ACTION CONTRE LES "DISPARITIONS"

Le samedi 11 juin, Amnesty international organise une journée nationale d'action contre les "disparitions" et les assassinats politiques. A Paris un forum d'information aura lieu à la Cité des Sciences du parc de la Villette de 13 à 19 heures. A Lyon une importante manifestation se déroulera à partir de 14 heures au Parc de la Tête d'Or au niveau du monu-

ment des droits de l'homme. Pour savoir ce qui se passe dans votre région, renseignement 24 h/24 h par minitel au 3615 Amnesty ou par téléphone au (16) 1/49 23 11 84.

OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS

Le 16 juin, l'Observatoire international des prisons (OIP) rendra public son second rapport annuel sur les conditions de détention des prisonniers ordinaires. Ce rapport n'est pas un "échantillon" de certains pays qui seraient "pires" que d'autres, mais cherche à restituer, pour le plus grand nombre possible de pays, la réalité de l'univers carcéral. Parce que nul n'est innocent. Parce que nul n'est à l'abri. Parce que la justice veut être rendue au nom de tous. 60 F, l'exemplaire. En librairie ou directement auprès de l'OIP, 16 avenue Berthelot, BP. 7083, 69301 Lyon Cedex 07. Tél. 72 71 83 83 - Fax 78 58 72 11.

COMMANDEZ LES HORS SÉRIE DE L'IMPATIENT

SANTÉ DES FEMMES
De l'adolescence à la ménopause

100 PAGES PRATIQUES



CANCER



VINS ET SANTÉ



UN CADEAU SURPRISE POUR TOUTE COMMANDE DE 2 HORS SÉRIE

BON DE COMMANDE

SANTÉ DES FEMMES 48 F VINS ET SANTÉ 48 F CANCER 48 F

+ Port 4.70 F par hors série

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

À RETOURNER AVEC LE RÉGLEMENT À L'IMPATIENT, 9 rue Saulnier 75009 PARIS

RHÔNE : ÊTRE PÈRE AUJOURD'HUI

En 1980, dans son livre "Les enfants de Jocaste", Christiane Olivier, psychanalyste, insistait sur l'importance décisive des toutes premières années de l'enfant dans le développement de sa structure inconsciente et dénonçait une éducation

excessivement féminine. En 1994, dans "Les fils d'Oreste ou la condition du père", elle justifie cette inquiétude. Un débat avec l'auteur est organisé le mardi 14 juin à 20 h 15 à la Bourse du Travail de Lyon, place Guichard. Renseignements : Prairial, 10 rue des Droits de l'Homme, 69120 Vaulx en Velin, tél : 78 26 26 27.

En vente à la
MAISON DE L'ÉCOLOGIE :

Produits Ménagers ECOVER

Une gamme complète de produits 100 % biodégradables :

Lessive liquide ou en poudre
Savon carrelage
Liquide vaisselle
Assouplissant
Gel WC



Crème à récurer
Nettoyant vitres
Détachant
etc...

N'envoyez pas les bouteilles vides à l'incinérateur, nous les consignons !!!

MAISON DE L'ÉCOLOGIE, 4 rue Bodin, 69 001 LYON - Tel : 78-27-29-82



HOPITAUX RURAUX MENACES

Les hôpitaux de proximité sont menacés par la réorganisation de la "carte sanitaire" voulue par le gouvernement. Des manifestations de plusieurs milliers de personnes ont eu lieu à Autun (Saône-et-Loire), à Saint-Vallier (Isère) où les élus locaux luttent coude à coude avec le personnel pour défendre ces services indispensables. Le gouvernement Balladur prévoit ainsi la fermeture de 22 000 lits pour faire faire des économies à la Sécurité Sociale. 5000 lits ont déjà été supprimés depuis 5 ans. Toutes les maternités ne pratiquant pas 300 naissances par an sont ainsi visées... soit 44 % des maternités existantes ! Il s'agit bien d'affaire de gros sous et non de sécurité pour les patients. Pourtant une maternité coûte infiniment moins qu'un sous-marin nucléaire. Deuxième secteur touché : les urgences. Il n'y aurait plus qu'un service d'urgence pour une commune de moins de 70 000 habitants. Cela signifie des départements entiers sans service d'urgence ! Pour les scanners, la barre est à 500 000 habitants ! Ce qui signifie qu'après Paris, Lyon, Marseille, il ne reste plus rien ! Ces mesures vont accélérer la désertification des campagnes. Les opposants font remarquer que ce projet va conduire à plus de soins à domicile, augmenter les transports sanitaires et que l'ensemble ne garantit pas une meilleure efficacité financière. Une coordination s'est mise en place : Fédération nationale des usagers pour la défense des hôpitaux publics de proximité, 15 rue Jean-Vinay, 38160 Saint-Marcellin, tél : 76 64 00 80. (source : L'Impatient n°198, mai 1994)

DECES DU TABAGISME

Les prévisions du nombre de morts par tabagisme pour l'année 1995 sont les suivantes :

Etats-Unis 557 000, Ex-URSS 507 000, Japon 110 000, Allemagne 110 000, Italie 108 000, Pologne 102 000, France 64 000, Royaume-Uni 51 000, Canada 48 000, Espagne 40 000, Hongrie 38 000, Pays-Bas 30 000, Roumanie 30 000...
Sans fleurs, ni couronnes.

LYON : HEPATITES VIRALES

L'association lyonnaise pour comprendre et choisir sa santé (ALYCCS) organise une conférence-débat le samedi 4 juin à 14 h 30 à la MJC de Monplaisir, 25 avenue des Frères-Lumières, 69008 Lyon avec comme thème : *Les hépatites virales : peut-on évaluer les vrais risques ?* Pour tout contact : ALYCCS, 79 rue Croix-Barret, 69008 Lyon. Tél. 78 27 10 18.



NORD-SUD

TIMOR-EST : POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Un collectif d'organisations non-gouvernementales a décidé d'animer une campagne de 4 mois pour faire de l'information sur les violations des droits de l'homme à Timor-Est, une île contrôlée par l'armée indonésienne depuis maintenant 19 ans et qui continue à dénier à ce peuple le droit à l'autodétermination. L'ONU a voté des textes pour dénoncer ces violations mais n'a jamais essayé de rétablir la paix. 200 000 personnes sont déjà mortes dans ce conflit. Ancienne colonie portugaise, l'île n'a jamais connu la paix.

Jusqu'en juin, dans de nombreuses villes de France, seront organisées des actions d'information, des projections de films, la circulation d'expositions et la diffusion de documents pour alerter l'opinion publique. Un bulletin de campagne a été mis en route. La coordination est assurée par : Peuples Solidaires, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris. Tél. 1/40 35 17 28.

AUX QUATRE COINS DU MONDE

L'association Aux Quatre Coins du Monde a été

créée à Saint-Etienne en 1977 pour assurer une formation professionnelle à l'audiovisuel. Elle a ensuite lancé sa propre production de reportages vidéo sur les peuples andins et la vie quotidienne de ces peuples. En 1984, elle se transforme en

association à but humanitaire en collectant des fonds pour la construction de bâtiments et de postes médicaux sur l'Altiplano bolivien. Enfin, en 1986, elle ouvre une première boutique d'artisanat pour valoriser la vente directe de produits sud-américains. Aujourd'hui trois boutiques (Saint-Etienne, Lyon et Roanne) apportent un complément de revenus à 5 000 personnes. L'argent dégagé permet de mettre en place des projets dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture à la demande des populations locales. Pour en savoir plus : Aux quatre coins du monde, BP 47 42350 La

CONTRE LE TOURISME SEXUEL ET LA PROSTITUTION ENFANTINE

Dans le cadre de la campagne internationale ECPAT (End Child Prostitution in Asian Tourism), contre la prostitution enfantine, Agir Ici et ECPAT-France, soutenus par une cinquantaine d'associations, mènent du 15 mars au 30 juin une action spécifique auprès des agences de voyage. L'objectif est d'obtenir leur participation à la diffusion d'un dépliant d'information sur le tourisme sexuel et la prostitution dont sont victimes des milliers d'enfants, en Asie du Sud et du Sud-Est notamment.

Cette campagne a commencé en 1992 par le regroupement au sein d'ECPAT de plusieurs associations travaillant déjà sur ce sujet. En décembre 1993, une loi permettant à la justice française de poursuivre ses ressortissants reconnus coupables d'abus sexuels sur des enfants en territoire étranger est votée. C'était le but d'une première campagne de l'ECPAT. En 1994, l'action est maintenant tournée en direction du public, notamment par le biais des professionnels du tourisme. Le Syndicat national des agents de voyage (SNAV) qui regroupe plus de la moitié des 5 000 agences existant en France a rapidement apporté son soutien à la campagne, mais cela ne suffit pas à emporter l'adhésion de chaque agence. Début mars, seules 280 agences ont accepté de diffuser le dépliant ECPAT.

La campagne menée par ECPAT et Agir Ici consiste en l'envoi de cartes postales par tous les citoyens désireux de se mobiliser sur ce problème. Chaque participant est invité à envoyer une carte postale aux directeurs de deux agences les plus proches de son domicile pour lui demander de s'associer à la lutte contre la prostitution enfantine. Les documents de campagne, comportant outre les cartes postales un quatre-pages présentant le problème du tourisme sexuel et un mode d'emploi de cette campagne sont disponibles à Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris. Tél. 1/40 35 07 00.

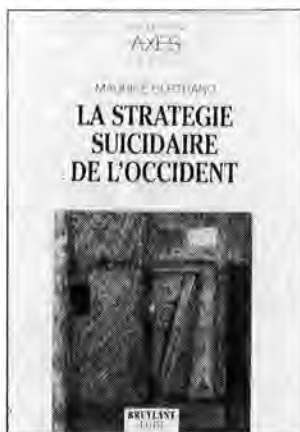


LIVRES

LA STRATEGIE SUICIDAIRE DE L'OCCIDENT

Maurice Bertrand
Editions Bruylant/Librairie générale de Droit et de Jurisprudence,
1993, 212 p., 90 F.

Dans cet ouvrage, l'auteur qui a été pendant 18 ans



membre du Corps commun d'inspection des Nations unies, lance un cri d'alarme pour que l'Occident ne se précipite pas, une nouvelle fois, vers un autre cataclysme planétaire. Cri d'alarme

qui se veut aussi appel à la raison car l'auteur montre que les pays occidentaux disposent « de tous les instruments intellectuels nécessaires pour comprendre et dominer la crise en cours de développement ».

Maurice Bertrand présente des pistes pour une stratégie alternative capable de renverser le cours de cette "montée des périls", pistes qui ne pourront aboutir « qu'au prix d'une transformation révolutionnaire de la philosophie politique actuelle, et notamment de son appareil explicatif de faux "réalisme" et de technocratie simplificateur ». Une réflexion décapante. PB.

THE POWER GUIDE

An international catalogue of small-scale energy equipment
de Wim Hulscher et Peter Fraenkel
Ed. Intermediate Technology (103 Southampton Row, London, WC1B 4HH)
1994 - 280 p. - prix ?

Cet énorme livre — en anglais — recense l'ensem-

ble des techniques disponibles dans le domaine des énergies renouvelables dans le monde. Classées par technologies puis par pays, ce sont 1 500 adresses de fabricants disponibles... et il en manque ! (pour la France, aucune des associations énergies renouvelables n'est signalée !).

LA PASSION RADIO

23 expériences de radio participative et communautaire à travers le monde
sous la direction de Pascal Berqué, Evelyne Foy et Bruce Girard
Ed. Syros
1993 - 274 p. - 120 F

La radio est un excellent moyen d'information qui est longtemps resté le monopole des gouvernements, qui s'en sont servis comme outils de propagande. Le développement technologique qui rend les émetteurs faciles à concevoir a poussé de nombreux groupes à se lancer dans le domaine des radios-libres. En France, la vague des années 70-80 est aujourd'hui retombée et il ne reste que quelques dizaines de radios locales encore axées sur la culture, l'information et non sur le commercial. Ce livre fait un vaste tour d'horizon sur le développement de telles radios sur tous les continents. Cela va de radios-pirates à des radios-communautaires mises en place par les gouvernements. Si le livre montre bien la genèse

de chaque radio, met en avant le caractère communautaire de chacune d'elles, on peut toutefois rester sceptique sur un chapitre : les radios libres dans les pays en voie de développement. Dans tous les cas, l'Etat reste fortement présent et dans le cas du Sri Lanka, cela tourne au gag : Radio-Mahawell a été lancée pour favoriser la communication entre les paysans déplacés par la construction d'un barrage (un million de personnes déplacées). Le choix des auteurs de laisser parler des animateurs de chaque radio rend l'ouvrage très vivant mais a comme conséquence un manque de recul certain. Cela se lit évidemment très bien mais il manque une synthèse qui fasse une évaluation de ces différentes initiatives. MB.

BONJOUR L'AMBIANCE !

Comment améliorer les relations humaines en milieu professionnel
de Patrick Estrade
Ed. Dangles
1993 - 280 p. - 105 F

L'auteur, psychologue et psychothérapeute, a déjà publié de nombreux ouvrages sur l'ambiance dans différents secteurs et plus particulièrement dans la famille. Dans le cas du cadre du travail, il présente les relations professionnelles comme analogues aux conditions de la famille. Si cette approche peut plaire à un patron paternaliste, elle fera sourire les syndicalistes. Apparemment les questions de hiérarchie dans la prise de décisions, des différences de salaires, de pénibilité du travail, ne sont pour rien dans d'éventuelles mauvaises relations ! Tout est dans la tête. Si l'on apprend bien sûr des choses intéressantes sur les méthodes psychologiques pour améliorer les relations entre deux personnes, ce livre fait totalement l'impasse sur les conflits de groupes et d'intérêts. On lui préférera nettement des ouvrages sur la médiation comme le hors-série de Non-Violence Actualité. MB.

Hors-série n°6 Coédition Silence / A Faire

Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs pour créer leur emploi. En effet, il existe de nombreux métiers nouveaux ou abandonnés qui ont un intérêt écologique et qui peuvent s'avérer des filières porteuses d'avenir pour peu que l'on réfléchisse à la méthode de travail, que l'on développe la solidarité et que l'on s'appuie sur une certaine éthique.

Au sommaire : l'environnement, l'agriculture biologique, la santé, l'éducation, le social, les énergies renouvelables, la coopération Nord-Sud, l'édition, les finances alternatives... 40 reportages.

Rédaction coordonnée par Michel Bernard
108 pages, nombreuses illustrations,
70 F (+15 F de port).

Bon de commande page 39.



LES METIERS
DE L'ÉCOLOGIE

ECONOMISTES DE LA PAIX

ouvrage collectif sous la direction de Jacques Fontanel
Presses universitaires de Grenoble
1993 - 174 p. - 62 F.

Ce livre vient marquer la naissance d'une association d'économistes contre la course aux armements, ECCAR, dont le but est de « contribuer à la fois à une meilleure compréhension des phénomènes de guerre ou des tensions armées et en tant que citoyens, témoigner du coût excessif à long terme de la course aux armements ».

Cet ouvrage permet de s'interroger à la fois sur le poids et les conséquences de la production des armes, ainsi que sur les questions posées par la réduction des dépenses militaires (voir à ce propos l'article de



Jacques Muller dans ce numéro). Heureusement, il n'évacue pas la dimension politique des problèmes au profit d'une vision purement économiste. Ainsi comme le rappelle Jacques Fontanel, « les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations éco-

nomiques, politiques et culturelles. Il ne sert à rien de négocier un désarmement si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer les causes de la course aux armements ». PB.

Revue

TERMINAL Technologie de l'information, culture et société

Rédaction :
Cill, 18 rue de Chatillon,
75014 Paris
Abonnements :
Ed. L'Harmattan,
5 rue de l'École
Polytechnique, 75005 Paris.
Le numéro : 85 F

La revue, pour son numéro 61, change totalement de look en prenant la forme d'un livre. Après avoir flirté avec l'écologie dans son titre et des maquettes assez

3 nouveaux abonnés trouvés, votre réabonnement gratuit !

complexes, *Terminal* revient sous une forme plus "universitaire". Un recentrage qui met la réflexion sur l'informatisation de la société à un prix élevé ! C'est dommage car cela limitera le lectorat potentiel. Il y a pourtant plein de textes fort intéressants sur Socrate à la SNCF, la diffusion de la technologie dans les pays en voie de développement, l'aboutissement de la télévision aux réalités virtuelles, l'informatisation de la santé, etc. MB.

Le livre du mois

LES DECHETS NUCLEAIRES MILITAIRES FRANÇAIS

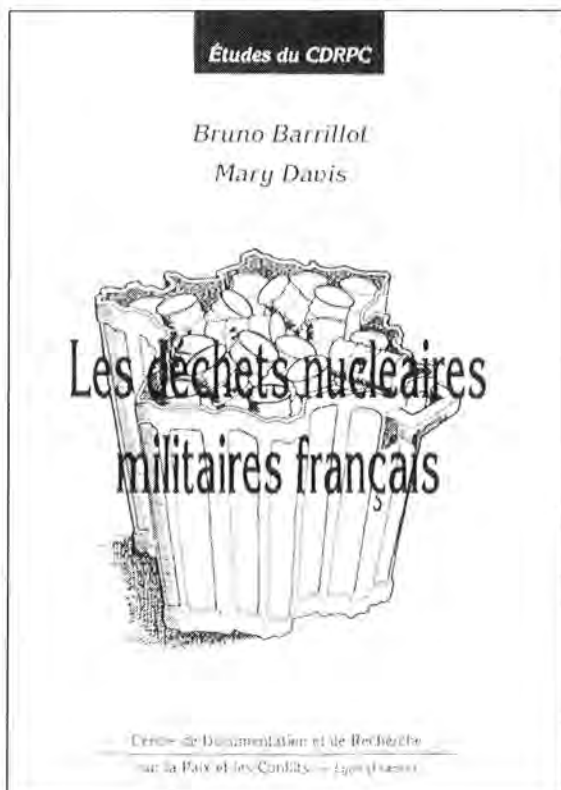
de Bruno Barrillot et Mary Davis
CDRPC BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01 -
1994 - 384 p. - 160 F.

Depuis un demi-siècle, d'abord secrètement puis au grand jour à partir de 1958, la France a mis en place un complexe scientifique et industriel pour constituer son arsenal nucléaire. Des milliers de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens ont travaillé principalement dans les centres de recherche nucléaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), les centres de la Direction des applications militaires (DAM) mais également ceux qui ont officiellement une vocation "civile". En raison de la finalité militaire de leurs activités, la plupart de ces équipements ne sont pas soumis aux règles de l'information publique régissant les installations nucléaires. Après plusieurs années de recherches, le livre

publié par le Centre de documentation et de

recherche sur la paix et les conflits (CDRPC), aborde un problème jusqu'alors quasiment ignoré du public français. Au terme d'un parcours historique et scientifique passant par les principaux sites concernés par la fabrication des éléments des armes

nucléaires, le lecteur jugera sur pièce. Incurie, expériences douteuses et dissémination "tous azimuts" des déchets ne sont pas l'apanage des seules institutions similaires soviétiques ou américaines. Seule différence, la France se proclame souvent au-dessus de tout soupçon. Cette étude — qui s'appuie principalement sur des documents du CEA et de la Cogéma constitue un démenti cinglant en même temps qu'elle en appelle à une urgente levée du secret pour une évaluation plus complète conduisant à une gestion plus rigoureuse des déchets militaires et à la réhabilitation des nombreux sites contaminés. Cette recherche a servi de source principale de l'émission "La marche du siècle" sur FR3 le 30 mars dernier. Il s'agit du premier ouvrage de référence consacré aux conséquences écologiques, économiques et sanitaires du programme nucléaire militaire français. Indispensable. PB.





REPONSE A DANIEL FAYET

Abonné depuis quelques années à *Silence*, je me permets pour la première fois de réagir au courrier de lecteurs souhaitant que ma réponse à M. Daniel Fayet soit aussi publiée. La note d'humour ou plutôt d'humeur de M. Daniel Fayet dans le dernier n° de *Silence* mérite au moins une réponse d'un élu Vert, à défaut d'un droit de réponse de Dominique Voynet qui réagira comme elle l'entendra. J'invite M. Fayet à lire les compte-rendus de *Libé* du 7/02/94, voire du *Monde* du 8/02/94 sur la première réunion des assises de la transformation sociale : citation de l'intervention de Dominique Voynet reprise par *Le Monde* : « Il y a eu trop d'indifférence, trop d'arrogance, trop de mépris contre ceux qui ont osé refuser de cautionner les pratiques du gang des R.25. Le problème n'est pas tant d'établir une splendide plate-forme que d'en garantir le respect par des contrats clairs... » Moi je dis "chopeau", il fallait le dire et c'est tout à fait ce que je pense aussi du comportement des socialistes au pouvoir. Faut-il pour autant refuser de dialoguer, de débattre, de porter nos idées là où on cherche à récupérer les Verts ? Non, bien sûr, et nul n'est naïf. Mais le repli sectaire de certain Vert — indépendants de quoi ? — est trop lourd

de dangers face à la politique balladurienne qui derrière sa mollesse, est foncièrement anti-sociale et anti-écologiste, en un mot réactionnaire. Lancer des anathèmes même avec humour n'a jamais fait avancer le débat et les idées écologistes. La fin de la lettre de D. Fayet prouve à l'évidence : 1°) qu'il n'a jamais lu Marx, sauf peut-être des versions travesties par le PC ; 2°) qu'il ignore tout du militantisme de Dominique Voynet qui colle ses propres affiches, qui se bat contre le canal Rhin-Rhône et qui n'oublie pas que l'écologie politique met l'homme au centre de ses préoccupations. Que M. Fayet en fasse autant au lieu de n'apporter que des critiques et des algèbres d'estomac sélectives contre la gauche. La gauche, si elle existe, ce n'est pas que cela. Je préfère, moi, être aux côtés de ceux qui se battent pour une école publique de qualité, contre le Smic jeune, pour un droit à une retraite décente... Je n'oublie pas pour autant de leur rappeler les c... qu'ils ont faites au pouvoir. De l'autre côté, sauf cas très rares, je ne les vois jamais à mes côtés dans les manifs pour les bonnes causes.

Bruno DIANO,
maire de Crépond, Côte-d'Or
et membre du CNIR des Verts

LETTRE A MILO (SEVIC) ET KARA(DZIC)

Vous êtes vraiment des super-mecs : dès la chute du mur vous avez pigé que l'Europe des 12 (avec ou sans Maastricht) sans gouvernement ni armée se réduisait à un supermarché, que vous obtiendriez la neutralité bienveillante sinon le soutien de Mitterrand comme contre-poids à l'influence germanique en Croatie et Slovénie : que l'ONU, organisme américain, n'intervenait efficacement que pour protéger les intérêts américains ; que l'OTAN idem ; que le Parlement de Strasbourg n'était capable que de régler la chasse à la palombe. Ultimatum après ultimatum et conférences après conférences, vous avez déjà conquis les deux-tiers de la Bosnie. Pas mal pour un début mais vous pouvez faire mieux et vous le savez : un peu de Kosovo, quelques morceaux de Macédoine, un tantinet d'Albanie, pourquoi pas, histoire d'aligner les frontières et de poser la cerise sur le gâteau. Je vous imagine en ce moment-même, étudiant sur les cartes d'état-major les meilleurs accès pour vous emparer dans un premier temps prochain des quelques enclaves musulmanes "protégées par l'ONU" et en train de vous tenir les cotes, écroulés de rire. Mais ce qui me comble, c'est votre dernière trouvaille : arrêter et juger les couillons de l'action humanitaire accusés de trafic

d'armes, vous les tortionnaires, les violeurs, les assassins, les purificateurs ethniques nazis. Mais où avez-vous été trouver ça ? Quand vous serez devenus les maîtres de l'Europe, il ne vous restera plus qu'à faire passer devant le tribunal créé par l'ONU pour juger les criminels de guerre tous les généraux de la "force" PRONU. Vous savez aussi que vous êtes devenus les vedettes des journaux télévisés avec un taux d'audimat inégalé : les téléspectateurs ne se lassent pas des images de la guerre "en vrai", c'est moins sophistiqué que les westerns, c'est beaucoup plus prenant surtout avec des enfants déchiquetés et les Musulmans à la place des Indiens.

Et pendant que vous emprisonnez et jugez dix français de l'action humanitaire, plus soldat que moine, Léotard a prévu 610 milliards de dépenses militaires pour les 6 prochaines années. Encore plus drôles que les Guignols de l'Info. J'attends impatiemment vos prochains gags. Si tous les pacifistes du monde voulaient se donner la main et refusaient de fabriquer et de porter des armes, il n'y aurait plus jamais de Milo et de Kara. Un sérieux espoir est en train de naître en Espagne avec un taux d'objecteurs et d'insoumis de 25 %. Exemple à suivre...
Michel SERRET
Pyrénées Atlantiques

L'AUTOMOBILE TUE ENCORE PLUS

L'automobile tue plus qu'on ne croit, affirme à juste titre le n°177 de *Silence*, en évoquant les dangers mortels des gaz d'échappement. Mais le chiffre lui-même de 9000 tués dans les accidents est faux. Les statistiques officielles sont truquées. En France, en effet, un blessé qui décède plus de six jours après l'accident reste comptabilisé comme blessé. Cette pratique qui, à elle seule, en dit long sur l'attitude des Pouvoirs Publics, permet de minimiser de 10 % environ un bilan qui, en réalité, dépasse les 10 000 tués - sans parler des 50 000 blessés graves par an dont 10 000 resteront handicapés à vie.
Jean SIVARDIERE
Isère.

RADIOACTIVITE LES FAIBLES DOSES

Hors-série n°5 Coédition Silence / Le Monde Libertaire

Au sommaire : les conséquences biologiques des faibles doses, les connaissances actuelles, les études réalisées, les risques, le rayonnement médical, les restes de Tchernobyl, les risques d'accident majeur, l'irradiation des aliments, les essais nucléaires, le prix d'un cancer, le tabac, la législation française et les risques de modification, la pétition de la CRII-Rad, les dysfonctionnements du SCPRI et une bibliographie.

Rédaction : Coordonnée par Pernelle
60 pages - format 21 x 29,7 cm
Couverture couleur cartonnée
Nombreuses illustrations

Bon de commande page 39



Je m'abonne !

NOM 1 an Particulier 12 n°s : 190 F
 Prénom 1 an Dom-Tom, étranger - 12 n°s : 240 F
 Adresse 1 an Institution - 12 n°s : 380 F
 1 an Soutien - 12 n°s : 250 F et +
 2 ans Petit futé - 24 n°s : 320 F
 Code Postal 1 an Groupés par 3 ex : 480 F
 Ville 1 an Groupés par 5 ex : 700 F
 Pays 1 an Petit budget - 12 n°s : 160 F

JE M'INFORME

Hors-série Paris-Dakar Pas d'accord - 25 F
 Hors-série Menace climatique - 30 F
 Hors-série Energies renouvelables - 40 F
 Hors-série Radioactivité : faibles doses - 38 F
 Hors-série Métiers de l'écologie - 85 F
 Livre Le Soleil à votre table - 89 F
 Livre La liberté de circuler - 70 F
 Livre Nucléaire ? Non merci - 70 F
 Brochure Cuisinier solaire facile à faire - 25 F
 Brochure Cuisinière solaire - 25 F
 Brochure Cuisinier Séphastoche - 25 F

HOMMAGE A LISSY SCHMIDT

Le 3 avril dernier, la journaliste allemande Lissy Schmidt (35 ans), périt, exécutée à bout portant, tout comme son garde du corps, Aziz Kader Faraj, près de Suleymaniya, au Sud Kurdistan (Nord Irak). Pendant plus d'une décennie, la correspondante de l'AFP (Agence France Presse) s'engagea inlassablement en faveur des droits du peuple kurde (environ 22 millions de personnes). Parlant plusieurs dialectes, elle avait choisi, après avoir vécu en communauté avec quelques amis de Pax Christi, lutté contre le déploiement des euromissiles et l'extension de l'aéroport de Francfort (qui devint effective le 12 avril 1984), de demeurer sur place pour témoigner. Elle fut une des premières à sonner le tocsin à propos du massacre chimique perpétré le 16 mars 1988 par les troupes de Saddam Hussein (avec des Mirage de Dassault et les compliments de François Mitterrand !) contre la population de Halabja : 5 000 enfants, femmes ou hommes moururent sur le champ, plus de 3 000 des suites des bombardements. Les autorités d'Ankara, qui ne supportaient pas non plus ses critiques, expulsèrent en juillet 1991 Lissy Schmidt, dont le dos portait les stigmates des sévices qu'elle avait endurés dans les locaux de la police à Diyarbakir. Depuis, elle s'était installée à Arbil, ville située dans le Nord irakien. Elle dénonça également avec véhémence les

exportations d'armes du gouvernement allemand à la Turquie ; notamment les chars Léopard I et les tanks BTR-60 (de l'arsenal de l'ex-RDA) sont utilisés dans les combats contre les rebelles kurdes. Depuis 1984, on estime à 12 000 le nombre de victimes du conflit entre les séparatistes et le régime dictatorial, soutenu par nos peux "démocrates" occidentaux ; après avoir interdit le 26 novembre 1993, 35 groupes et associations soupçonnés de liens étroits avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), aux méthodes duquel Lissy n'adhérerait pas totalement, le gouvernement de Bonn et certains lander (Bavière, Bade Wurtemberg...) livrent aux autorités du Bosphore des "auteurs de troubles" qui participèrent aux manifestations de mars. Que ce soient les services secrets irakiens ou turcs qui aient commandité l'attentat du dimanche pascal me semble presque subalterne. Ce crime, ainsi que l'assassinat ces deux dernières années par des "escadron de la mort" de 23 journalistes au Kurdistan turc, dont 10 du quotidien *Ozgür Gundem*, et de 7 vendeurs de rue, profité à tous les ennemis de la cause kurde. Je m'associe cordialement à l'hommage rendu par certains médias d'outre-Rhin à la mémoire de Lissy Schmidt, qui écrivit maints articles pour la *Frankfurter Rundschau*. René HAMM Bas-Rhin

CONTRE FAÇON

• Haro sur les "collabos" ou
 • quand le loup s'invite dans la
 • bergerie...
 • A l'insolence, le vieil adage
 • préconise d'opposer le silence
 • (vous apprécierez l'a propos
 • !), mais devant l'impudence
 • effrontée des lobbies (pardon
 • M. Taubon !) pollueurs, on doit
 • parfois se pincer pour ne pas
 • hurler (de rire ??).
 • A court d'argument pour
 • justifier leurs funestes
 • exactions, ils inaugurent un
 • nouveau genre de chausse-
 • trappe : la contrefaçon
 • médiatique. On leur
 • connaissait déjà une certaine
 • propension au "péché par
 • omission", mais devant des
 • torchons tels que *Ecologia* et
 • *Décision environnement* qui
 • leur sont manifestement
 • inféodés, on assiste à une
 • corruption et un
 • détournement idéologique et
 • de l'information qu'on se doit
 • de dénoncer avec la plus
 • grande vigueur.
 • Le cynisme y confine au
 • grotesque et j'espère que les
 • pub en double-page pour EDF
 • ou Rhône-Poulenc suffiront
 • pour l'écologiste à l'esprit
 • critique non encore aguerrri à
 • démystifier les intentions des
 • faussaires.
 • Par ailleurs, je crois percevoir
 • un affadissement suspect du
 • contenu de certaines "vraies"
 • revues écologistes. Serai-
 • elles en voie de
 • contamination ?
 • Heureusement, il reste...
 • Silence !
 • Gilbert DUSCAGLIA,
 • Ardèche

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"
 4 rue Bodin 69001 LYON
 Tel: 78.39.55.33.
 CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans
 chlore par Atelier 26 - Lorient - Tel : 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs
 auteurs. La reproduction des textes est autorisée
 sous réserve d'en indiquer la source et le nom
 des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946
 N° ISSN 0756-2640
 Date de parution : 2ème trimestre 1994
 Tirage : 4 200 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
 Vice-Présidente : Perline
 Secrétaire : Michèle Dussault-Delorme
 Trésorière : Myriam Cognard
 Administrateur : Maloin

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
 Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité : Denis Maybon
 Documentation : Sylvie Arrio

Rédaction : Claude Cralet
 Anne-Marie Carlier
 Christian Glasson,
 Francis Vergier,
 Sylviane Poulenard,
 Michèle Dussault-Delorme
 Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques : Roger Bernard
 Richard Grantham
 Jacques Grinevald
 Henri Persal
 Henri Pezerat
 André Picot

Dessinateurs : Allho,
 Mulio

Correctrice : Thérèse Régny
 Conception maquette : Hubert Plisson
 Expédition : Maloin

Correspondants : Chistiane Chapon
 Leïla Lachachi
 Bernard Parez
 Vincent Martin
 Xavier Sérédine
 Eric Marquis
 Sylvie Galloy
 Alain Claude-Gallié
 Georges David
 Jean-Luc Thierry
 Tam-Tam
 WISE

Et pour ce numéro : François Brocquet
 René Cruse
 Xavier Guigue
 Jacques Muller
 Daniel Pennol

Photo de couverture :
 © Dassault Aviation (!)

Pour participer au journal

N°179/180 - Juillet/août

Comité de rédaction et clôture des articles :
 samedi 27 mai à 14 h
 Clôture des brèves :
 vendredi 3 juin à 12 h
 Expédition :
 vendredi 17 juin à 19 h

N°181 - Septembre

Comité de rédaction et clôture des articles :
 samedi 25 juin à 14 h
 Clôture des brèves :
 vendredi 12 août à 12 h
 Expédition :
 vendredi 26 août à 19 h

Pour faire connaissance avec l'équipe
 du journal, vous êtes invités aux
 expéditions. Celles-ci sont suivies
 d'un repas à 22h30 offert par Silence.

GOLIAS

LE JOURNAL CATHO TENDRE ET GRINÇANT

CHAQUE TRIMESTRE
GOLIAS, C'EST
3 JOURNAUX
EN UN....

- GOLIAS REPORTER
- LE DOSSIER
- L'AVENTURE CHRÉTIENNE
AUTREMENT

GOLIAS

LE JOURNAL CATHO TENDRE ET GRINÇANT

N°27/28

LE RETOUR DES CROISÉS

EXCLUSIF

LE GUIDE DE L'INTÉGRISME
CATHOLIQUE

ENQUETE

- A L'EXTREME
DROITE DE DIEU
- LES RÉSEAUX
CATHOS FACHOS

GOLIAS

LE JOURNAL CATHO TENDRE ET GRINÇANT

N°29

LA VÉRITABLE HISTOIRE DES EVÊQUES SOUS L'OCCUPATION

AFFAIRE TOUVIER

LE JEU DE LA MÉMOIRE ET DE L'OUBLI
• LE VATICAN A-T-IL "AIDÉ" LES NAZIS
APRÈS LA GUERRE ?

BON DE COMMANDE

Bulletin à retourner
accompagné de votre
règlement 60 ff par n°
(port compris) à GOLIAS
BP 40 34 - 69615
Villeurbanne Cedex

Nom : _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Je Commande

N°27 /28 _____ exemplaire(s)

N° 29 _____ exemplaire(s)